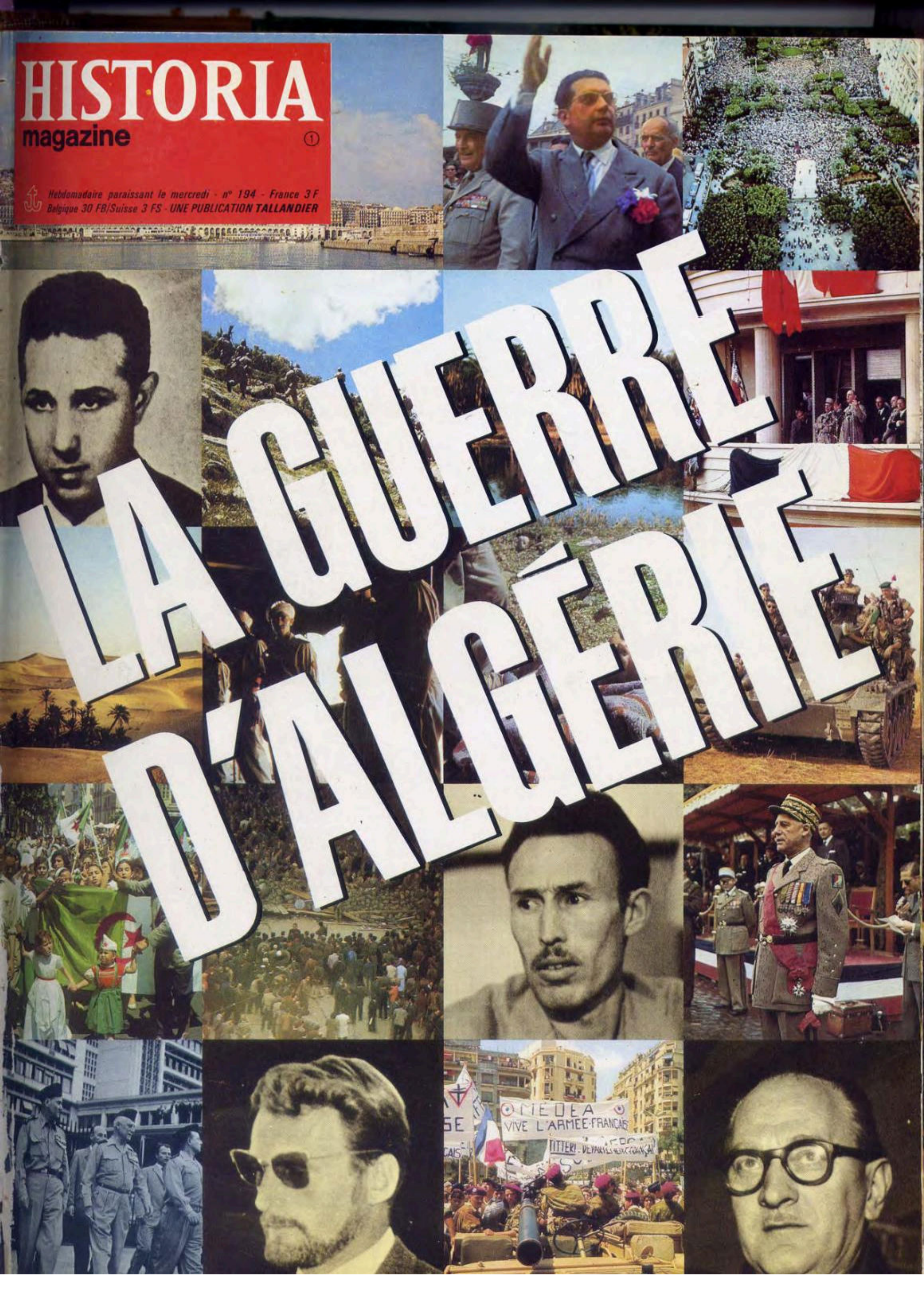

HISTORIA
magazine
①
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 194 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE D'ALGÉRIE
VIVE L'ARMEE FRANÇAISE


FRÈRES...
OAS
774
AFIR
EN TÊTE
DE LA
HABYLIE

1954 : LA TOUSSAINT ROUGE

1er novembre 1954. 1 h 15 du matin.
Alger dort encore.
Dans ce superbe théâtre, le FLN
va frapper les trois coups du drame.

ATTENTATS TERRORISTES EN ALGÉRIE : *8 morts*

(INFORMATIONS PAGE 10)



L'ÉCHO D'ALGER

15 FRANCS

Mardi 2 Novembre 1954

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

AGIR VITE ET FORT

LE REMANIEMENT DU MINISTÈRE

M. Mendès-France a reçu hier le général Kœnig

— ancien ministre — de la Défense nationale

Le président du Conseil rencontrera à nouveau vendredi les "pressentis" socialistes

AU TERME D'UNE CAMPAGNE VIOLENTE ET SANS PITIÉ

Les États-Unis votent aujourd'hui

Les républicains dirigés par Eisenhower conserveront-ils la majorité au Congrès ?

Près de 65 % d'abstentions sont à craindre

EISENHOWER a mis son prestige en jeu

Le président au téléphone

LA CATASTROPHE DU « C-47 »

Les dépouilles des victimes ont du être ramenées à dos d'hommes

LES CORPS SERONT TRANSFERES A NICE. LE VAR AUJOURD'HUI



Un des plus jeunes médaillés militaires



REBONDISSEMENT DE LA GRÈVE DES DOCKERS BRITANNIQUES

1.500 ouvriers cessent le travail

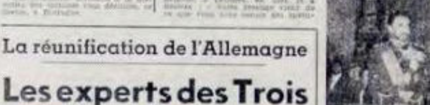
Au cours d'une cérémonie, sommet de l'année mariale

LA ROYAUTÉ DE MARIE A ÉTÉ SOLENNELLEMENT PROCLAMÉE A SAINT-PIERRE PAR S.S. PIE XII

Lyon a fait à S.M. HAILÉ SÉLASSIÉ un accueil digne du "roi des rois"

L'EMPEREUR D'ÉTHIOPIE EST RENTRÉ HIER SOIR A PARIS

La réunification de l'Allemagne



Les experts des Trois préparent la réponse à la proposition soviétique

Ils ont tenu hier à Londres une première conférence

La position britannique après l'offre d'Adenauer

REFLETS DU JOUR

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Le chancelier Adenauer rentre en Allemagne

M. Albert AGAI consul de France à Sofia meurt subitement

La 24e division américaine va quitter la Corée

Le mariage de la petite nièce du général de Castries

DU VRAI... DU FAUX

LUEURS SUR LES SOUCOUPES

IV. - SOUCOUPES ANCIENNES

PAR AIME MICHEL

LES SUBTILITES DE LA LOI BRITANNIQUE LE VOLEUR D'AUTOBUS CONDAMNE POUR CONDUITE... SANS POLICE D'ASSURANCE

Un bandeau en première page : *8 morts.* Et l'éditorial de l'*Écho d'Alger* : « Agir vite et fort. » Tout le drame est résumé dans la première page du journal d'Alain de Sérigny. Nul ne se doute encore que ce 1er novembre 1954 amorce une guerre qui va durer huit ans. A lire la « une » de l'*Écho*, on se rend compte que l'Algérie n'a pas encore un « impact » national. Priorité est, en effet, donnée aux photos et aux « papiers » concernant la métropole et l'étranger.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*

Services techniques :
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14°. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14°. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B.1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48° numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



LA VÉRITÉ EN FACE

Yves COURRIÈRE

LA guerre d'Algérie !

Sept années sanglantes. Un drame qui a laissé dans le corps et dans le cœur de millions de Français des cicatrices ineffaçables. Sept années pendant lesquelles s'est déroulé l'événement le plus important pour la France depuis la Seconde Guerre mondiale.

Un événement dont on a beaucoup parlé mais sur lequel on a été si mal informé ! Guerre psychologique, viol des foules, opinion publique manœuvrée. C'est autour de la guerre d'Algérie – une guerre qui n'a jamais voulu dire son nom – que nous avons appris ces mots nouveaux. Mais c'est vous, c'est moi, c'est nous qui étions manœuvrés, violés, orientés. Et chacun a réagi selon ses opinions politiques, selon sa morale. De bonne foi. Le temps de savoir est arrivé.

« Il faut cinquante ans pour avoir une vision objective de l'histoire. » C'était au XIXe siècle. Aujourd'hui dix années suffisent. Les langues se sont déliées. Les passions se sont calmées. La plupart de ceux qui jouèrent un rôle important dans le drame parlent sereinement. Ouvrent leurs archives.

Grâce à eux, nous pouvons aujourd'hui raconter. Nous pouvons dire la vérité. Et c'est là le but de la grande fresque historique que « Historia-Magazine » vous propose aujourd'hui.

Raconter. Tout raconter. Ne faire plaisir à personne. Mais dire la vérité. Telle est mon ambition et celle de mes collaborateurs.

Car nous donnerons la parole aux leaders de TOUS les camps. Pour que la vérité jaillisse.

Opérations militaires, vie des maquis, exactions, guerre civile et fratricide, mais aussi intrigues politiques, manœuvres parlementaires, complots, formeront la trame de cette histoire de la guerre d'Algérie que nous vous livrerons grouillante de personnages historiques et d'acteurs moins connus dont vous découvrirez le rôle souvent essentiel.

Et par-dessus tout, il y aura l'Algérie. Ce somptueux décor que nous avons tant aimé, sa vie, ses odeurs, sa terre puissante, cet air impalpable et subtil qui nous a si souvent enivrés.

Que nous y ayons vécu ou non, nous sommes tous concernés.

Regarder la vérité en face. Accepter toutes les vérités. C'est la noblesse des peuples adultes. Objectifs ? Nous voulons l'être. Honnêtes ? Sûrement.

Y. C.

SOMMAIRE N° 194

1		2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30	31
32	33	34	35	36	37	38	39

1. Alger - 2. Jacques Soustelle - 3. Le 13 mai à Alger - 4. Yacef Saadi (Photo Gamma) - 5. Half-track sur les hauts plateaux - 6. Louis Joxe (Marc Riboud-Magnum) - 7. Hassi-Messaoud - 8. Ben Bella (Photo Gamma) - 9. L'armée « crapahute » - 10. Une oasis - 11. De Gaulle, le 13 mai, à Alger - 12. Alger : la pointe Pescade - 13. Général Massu (Photo E.C.A.) - 14. Les « marchands de légumes » - 15. Pierre Mendès-France (Photo Rovel) - 16. Le Sahara - 17. Les Moghzani - 18. Un rebelle tué - 19. Une compagnie portée - 20. Nasser (Photo Rovel) - 21. Bâtiment de guerre dans le port d'Alger - 22. Affiche de l'O.A.S. - 23. Le 1er R.E.P. à Touggourt - 24. L'Indépendance à Alger - 25. Houari Boumedienne (Photo Gamma) - 26. Le général Salan (Photo E.C.A.) - 27. Alger, 24 janvier 1960 : les barricades - 28. Les sabotages - 29. Les goumiers (Photo E.C.A.) - 30. Élections en Kabylie (Photo Charbonnier) - 31. Rebelle au combat - 32. Le Putsch : les généraux Zeller, Jouhaud, Salan et Challe - 33. (Keystone) - 34. Pierre Lagaillarde (A.F.P.) - 35. Les « bérets rouges », le 13 mai - 36. Guy Mollet (Photo Keystone) - 37. Le Tabor (E.C.A.) - 38. Point d'eau au Sahara - 39. Fellagha - 40. Alger, le port de Saint-Eugène (Alain Perceval).

Cinémathèque Gaumont



A Alger, dans la nuit de la Toussaint, trois bombes éclatent en pleine ville. Un conseil de guerre se tient immédiatement au G.G. (c'est le nom qu'on donne familièrement au Gouvernement général). Y assistent les responsables civils et militaires qui viennent d'être alertés, sur un coup de téléphone de Paul Forcioli, jeune commissaire des Renseignements généraux, le premier à avoir entendu les explosions. Il avait veillé tard, et venait de rentrer chez lui. Derrière la façade du G.G., au pied duquel s'étale le Forum, le gouverneur général Roger Léonard (1) est rejoint par le général Cherrière (2), chef de l'Armée, le procureur général Susini, le préfet Vaujour (3), directeur responsable de la Sûreté en Algérie, Jean Carcenac (4) et André Costes (5), « patrons » des Renseignements généraux, Germain Benhamou (6), commissaire central, et Paul Forcioli (7) qui donna l'alerte. Les fenêtres du Gouvernement général resteront éclairées toute la nuit. Des dépêches arrivent de tous les coins d'Algérie où les attentats ont eu lieu. Il y a des morts, et les dégâts matériels sont impressionnants. Un fait est significatif : l'action a été déclenchée à la même heure dans tout le pays : 1 h 15. Il s'agit donc d'une rébellion organisée de longue date, et se déroulant selon un plan concerté. En dépit des rapports de la police, et notamment celui du préfet Vaujour, datant du 23 octobre, et transmis au ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, on n'avait pas vraiment cru qu'à son tour l'Algérie suivrait l'exemple de la Tunisie et du Maroc.

des bombes artisanales, mais un plan concerté et une action

Une explosion retentit et roule au-dessus d'Alger. Le commissaire Paul Forcioli, des Renseignements généraux — un sec pied-noir corse à la pomme d'Adam proéminente —, bondit de son lit et enfile la chemise et le costume froissés qu'il a jetés sur une chaise vingt minutes plus tôt, quand il s'est couché. La première bombe vient d'exploser !

La ville, bâtie en gradins autour de sa baie, est un théâtre antique où l'on perçoit mieux les bruits aux places les plus élevées. Depuis le boulevard Bru, le commissaire ne s'est pas trompé. Mais la ville elle-même, qui dort paisiblement au creux de ses deux jours de congé, n'a rien entendu.

Le policier arrête sa voiture sur le Forum, grimpe quatre à quatre au premier étage du Gouvernement général — l'étage noble, celui du gouverneur et des grands commis — et entre chez le préfet Vaujour, directeur de la sûreté. Autour de celui-ci, l'état-major des R.G. (1). Leur chef, le divisionnaire Carcenac, alerté le premier, a réveillé Vaujour, qui a réveillé le gouverneur Léonard, qui a appelé le commandant en chef, le général Cherrière. Le circuit bouclé, Carcenac a convoqué ses

(1) R.G. - Renseignements généraux



J.-Ch. Carlus

7


6


5


2

3


4


Descamps-Paris-Match

A.F.P.

clenchée à la même heure sur tout le territoire

commissaires au G.G. (1). Des bombes ont explosé à Alger, à la Radio, au Gaz d'Algérie et aux pétroles Mory. Il y aurait peu de dégâts. Du reste du pays, on ne sait rien. On est préoccupé mais on ne veut pas croire à une insurrection. Chaque fois qu'une nouvelle tombe, Vaujour, embarrassé, entre, un papier à la main, chez le gouverneur, qui, respectueux de la légalité, fait chercher le procureur général Susini.

Autour de Vaujour — cheveux noirs rejetés en arrière, pipe — il y a Georges Costes, un pied-noir de l'Ariège qui, bien que contrôleur, garde la haute main sur les R.G., un crack au coup d'œil infaillible, passionné de pêche, homme du sénateur Borgeaud; Carcenac, son copain de fac' à Montpellier, petit vigneron dans l'Hérault où il fait les vendanges chaque année; Lucien Havard, lui aussi propriétaire dans l'Oranais, ancien de la S.T. (1); Forcioli, déjà cité. Puis Germain Benhamou, de Tlemcen, commissaire central d'Alger. Seul absent, André Touron, métropolitain, vingt ans d'Algérie, habitué de l'Aletti, spécialiste des affaires musulmanes, le seul à avoir, par l'intermédiaire de l'inspecteur Yazid, toujours correctement coiffé de son fez, le contact avec les nationalistes. Le 23 octobre, Touron a remis un rapport annonçant que des bombes étaient en fabrication en Algérie. Mais il n'a pu préciser la date de leur utilisation, son informateur ne devant lui-même être averti que deux heures avant. Il a déjà tiré la sonnette d'alarme mais on ne s'est pas décidé à le prendre au sérieux. S'il est absent, c'est qu'il est reparti pour tenter d'en savoir plus.

La première bombe : une boîte de conserve

Aucun d'eux n'est vraiment surpris. La veille, à midi, le divisionnaire Lajeunesse est arrivé spécialement d'Oran et a déposé sur le bureau de Vaujour une boîte de conserve au couvercle soudé et percé d'une mèche : la première bombe. A 18 heures, Léonard, ébranlé par cette preuve, a décroché et informé « l'Intérieur » que « c'est imminent ». A 18 h 15, tous les commissaires qui se trouvent là en ce moment ont été convoqués une première fois chez Vaujour. La conférence a duré jusqu'à 23 heures. Puis Vaujour est rentré chez lui pendant que les policiers s'en allaient prendre un dernier verre « Chez Piller », une brasserie du Parc-de-Galland. Ils étaient à peine couchés que tout a commencé.

Dans son bureau, Roger Léonard est très ennuyé. Il y a plusieurs hommes en ce fonctionnaire scrupuleux et appliqué. Le juriste d'abord. Doit-on inculper les terroristes d' « association de malfaiteurs » ou d' « atteinte à la sûreté intérieure de l'État »? Avec le procureur Susini, il hésite jusqu'au matin. Le gouverneur ensuite, qui totalise les attentats : deux sentinelles tuées à Batna; un lieutenant et deux supplétifs assassinés à Khenchela; un garde champêtre abattu en Kabylie; un civil tué au volant de sa 4 CV en Oranie; et ce n'est sans doute pas fini. Le responsable politique, enfin : il aurait pu, dès hier dimanche, déclencher une opération de police contre les nationalistes, mais la crainte d'entendre crier à la provocation et de recevoir une volée de bois vert dans *Alger Républicain* (2) ▶

(1) G.G. - Gouvernement général.

(1) S.T. - Sécurité du territoire.
(2) Journal du P.C.A. (parti communiste algérien).

les objectifs du F.L.N.: brûler les récoltes, récupérer des armes, alerter l'opinion...


Keystone

l'a retenu. Il se résout, vert 4 heures, à parler des attentats à l'Intérieur. Puis, après un dernier point avec Cherrière et Vaujour, il appelle juste à côté, dans sa villa d'El-Biar, le secrétaire d'État à la Guerre, Jacques Chevallier, qui est aussi maire d'Alger. Il le met au courant et lui demande cette 25e division aéroportée que, la veille, Cherrière a superbement refusée. Et comme le jour approche, amenant avec lui l'heure légale des perquisitions, il lance sa police.

Mais sa police frappe au hasard. Pour elle, le coupable, c'est le M.T.L.D. (1). Les R.G. perquisitionnent à son siège, place de la Cathédrale, au premier étage, au-dessus du bar « Gambrinus ». En même temps, ils cueillent dans son lit, son secrétaire général, Moulay Merbah, qui tombe des nues puisqu'il ignore ce qui vient de se passer pendant la nuit. Les policiers ne vont pas tarder à soupçonner qu'il y a autre chose là-dessous. Mais Messali, furieux de cette rébellion déclenchée « malgré lui » et qui le jette à bas de son piédestal, va entretenir la confusion en répandant le bruit qu'il est le responsable des attentats. Malgré ce faux départ, les policiers reviendront vite sur la bonne piste et, en dix jours, anéantiront l'organisation terroriste d'Alger et même un peu plus en emplissant la villa Mahieddine de suspects.

La Kabylie ne répond plus

Le téléphone sonne. C'est mon journal :

— La nuit dernière, il y a eu des bombes et des attentats partout en Algérie. La Kabylie ne répond plus. Il faut que tu y ailles tout de suite.

Comme tous les dimanches et jours fériés, je déjeune en famille chez mes beaux-parents, qui habitent, rue d'Isly, un appartement qui tourne le dos à la ville et s'ouvre sur la baie. Le temps est exceptionnellement pur, il fait 26 degrés et Alger est si belle qu'elle paraît avoir passé sa matinée devant son miroir. Se pourrait-il que ce pays si heureux, si complètement oublié par les malheurs de ma génération, fût soudain saisi aux entrailles par les convulsions de la guerre civile? Du haut de cette fenêtre, cela semble si loin, si improbable.

15 heures. Un peu de fumée mouillée s'élève, dans un contre-jour photogénique, d'un tas sombre et recroquevillé posé sur la première herbe de l'automne après le coup de chaleur de l'été. Une villa incendiée avec ses occupants? Même pas: 2000 quintaux de liège brûlés! Ça ne vaut pas dix lignes! A la Tabacoop, même « déception » : on a tenté de l'incendier,


Cinémathèque Gaumont

◀ Des murs calcinés, des façades en partie effondrées, des toits affaissés. Partout où la rébellion a frappé, c'est le spectacle de la dévastation. Au matin du 1er novembre, les Européens et les musulmans le contempleront avec la même stupeur. Ni les uns ni les autres ne prévoyaient une telle violence. Ils ignorent encore le F.L.N.

De l'est à l'ouest, du nord au sud, de la mer au Sahara, c'est la carte inquiétante des attentats commis à l'aube du 1er novembre. Elle révèle à quel point l'Algérie est déjà « touchée » par la rébellion. Huit morts et 200 millions de dégâts. Jusqu'où sont allées les complicités?

(1) M.T.L.D. - Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, issu de la scission entre les partisans du prophète barbu de l'indépendance, Messali Hadj.

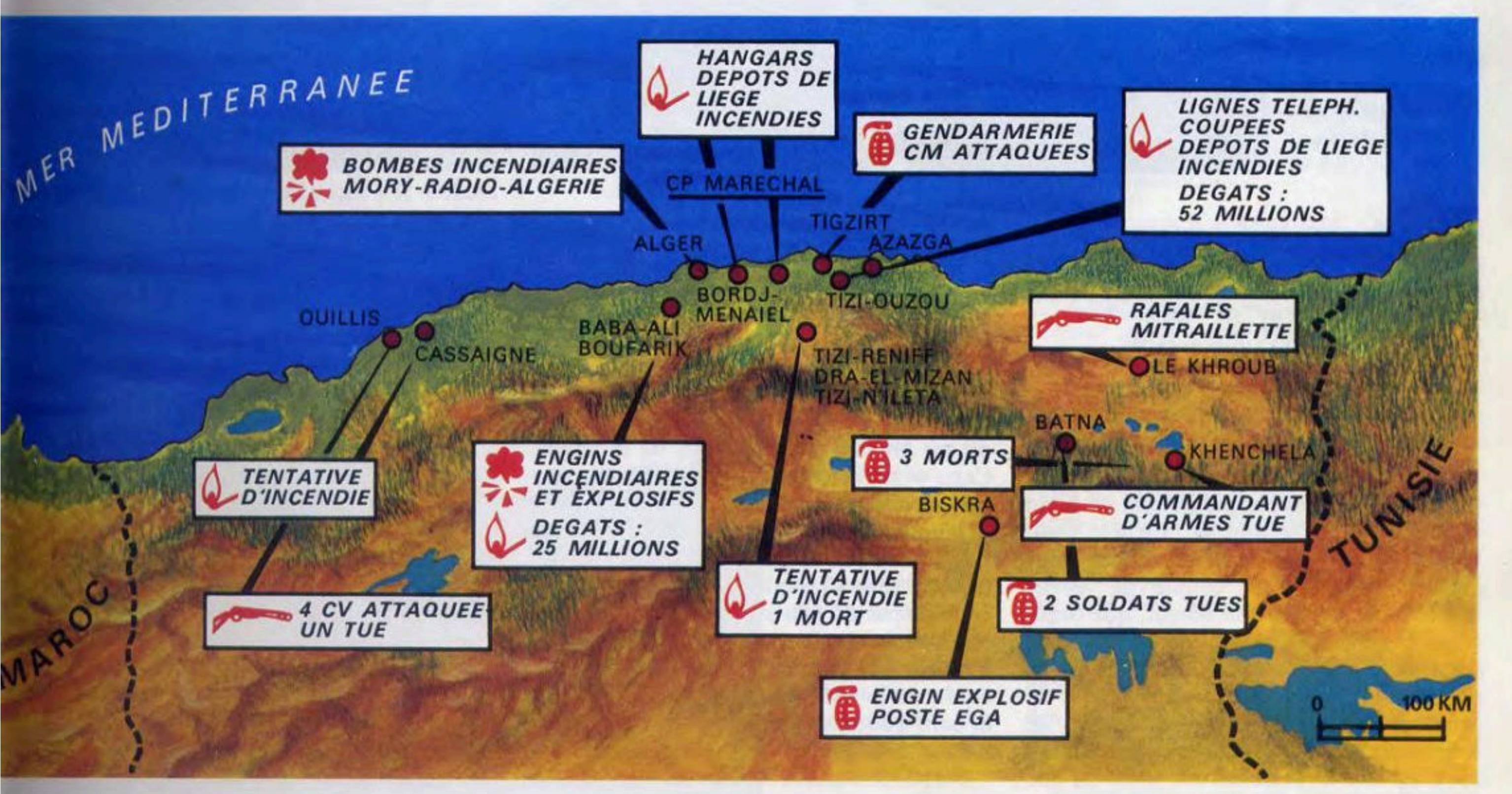


◀ A Boufarik, capitale de la plaine de la Mitidja, berceau de la colonisation, les rebelles ont incendié la coopérative agricole. Il n'en reste plus rien. Les dégâts sont évalués à 25 millions.



Dans son communiqué ▶ du 1er novembre 1954, « la voix des Arabes », au Caire, annonce : « La lutte grandiose pour la liberté, l'arabisme et l'islam a commencé. » En Algérie, les ruines commencent.

Cinémathèque Gaumont



mais le tabac humide a refusé de prendre, et l'essence n'a mis le feu qu'aux vêtements du gardien qui s'est embrouillé dans ses explications et s'est fait embarquer. Le premier « fellagha » arrêté! Les gendarmes, eux, me montrent avec insistance sur la véranda où jouent leurs enfants, quelques traces de noir : on a essayé de mettre le feu à « leur » gendarmerie. Ils me donnent des tracts récupérés en abondance, qu'ils ont, en haussant les épaules, recopiés sur leurs rapports sans les lire. Ils sont signés F.L.N., A.L.N. et C.R.U.A. (1), sigles qui n'ont pas plus de signification pour eux que pour moi. L'un d'eux pose des conditions : reconnaissance de la nationalité algérienne; ouverture de négociations; libération des détenus politiques. En compensation, les intérêts français seront respectés; l'égalité sera préservée entre Français et Algériens; nous pourrons choisir notre nationalité.

C'est ça, le terrorisme? « Ils » espèrent gagner l'indépendance de l'Algérie en brûlant du liège comme ici, à Camp-du-Maréchal, ou à Azazga, en sciant un poteau comme à Rebeval ou à Dellys, ou en tirant de loin, d'une main tremblante, quelques coups de feu sur les façades des mairies? Ces mouvements nationalistes qui passent leur temps à s'entre-déchirer pour des questions de personnes ne sont pas au bout de leurs peines. Et ils sont généreux de nous laisser le choix de notre nationalité!

Après 250 km à travers la Kabylie, mon chauffeur, le Noir François Madjar ▶

(1) F.L.N. : Front de libération nationale; A.L.N. : Armée de libération nationale; C.R.U.A. : Comité révolutionnaire d'unité et d'action.



La photo-souvenir des six hommes qui ont donné « le coup d'envoi » de la rébellion à l'intérieur de l'Algérie. Debout, de gauche à droite : Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaid, Mourad Didouche, Mohamed Boudiaf. Assis : Belkacem Krim et Larbi Ben M'Hidi. Ils font partie des neuf chefs historiques de la rébellion. Les trois autres sont au Caire, au moment où tout commence. Ils s'appellent Mohamed Khider, Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed. Ceux-là sont les responsables de l'extérieur. C'est Mohamed Boudiaf qui décidera de l'heure fatidique : 1 h 15.

Collection Y. Courrière

— masque rigolard et paupières bouffies par le manque de sommeil —, mon photographe, Gaston Tolila — nez épaté, rire gras, mangeur de cacahuètes —, et moi reprenons la route d'Alger.

Le premier mort de l'Aurès

Au journal, c'est la fièvre. Dépêches, téléphones et télétypes permettent un bilan de la nuit et de la journée. En tête vient l'Aurès : un caïd tué et, chose plus incompréhensible, un couple de jeunes instituteurs. Au cœur du massif, que beaucoup d'entre nous n'ont jamais visité, le siège de la commune mixte qui porte le nom curieux et presque anglais d'Arris est isolé. Il faut y ajouter les crimes de Khenchela, Batna, Cassaigne et de Kabylie. C'est lourd. Mais le reste n'est qu'une suite de simulacres, de velléités, de retraites précipitées. Au total, une trentaine d'attentats donnant une curieuse impression d'inefficacité, mais d'une inefficacité que la synchronisation des actions et les affirmations même exagérées des tracts contredisent, et qui ne durera peut-être pas. Parmi nous, les diagnostics sont partagés : pour les uns, simple poussée de cette fièvre que l'Algérie connaît périodiquement; pour les autres, début d'une rébellion qui s'installe. Pourtant, il ne se passe pas grand-chose dans le monde : la France se rétablit de son knock-out de Dien Bien Phu, le premier ministre Mendès-France, auréolé de la gloire contestée des accords de Genève, s'apprête à partir pour le Canada; l'Algérie panse ses blessures du séisme d'Orléansville et se console comme elle peut en se disant qu'elle tient en Alphonse Halimi, un futur champion du monde des « coq ». Bref, on est un peu dans le creux de la vague. Cette « rébellion » est une aubaine pour les journaux.

Bien entendu, les autorités ont réagi. Le G.G. a publié un communiqué reconnaissant les attentats « d'inégale gravité commis par de petits groupes terroristes », et Lambert, directeur de cabinet de Léonard, a donné la première de ces conférences de presse qui vont devenir le pain quotidien des journalistes pendant huit ans.

Personnellement, je n'ai pas été pris au dépourvu et je sais que, désormais, rien ne sera plus comme avant. Il y a trois semaines, j'ai, pour *le Journal d'Alger*, parcouru la frontière tunisienne. J'ai appris qu'entre Souk-Ahras et la Tunisie, des automobilistes ont été arrêtés par des Arabes en armes. Les Européens ont été relâchés sans mauvais traitements, mais les musulmans amis de la France ont été rossés. Dans un douar retiré, des hommes en uniforme ont présenté les armes en envoyant les couleurs vert et blanc qui sont — paraît-il — celles du drapeau algérien.

derrière la vague terrori

J'ai aussi découvert qu'il y avait beaucoup de militaires français, et notamment de parachutistes, le long de la frontière, mais que leur présence était surtout symbolique, qu'ils n'avaient pas de munitions pour leurs armes qu'ils avaient seulement mission de montrer, et qu'en opération ils devaient se faire accompagner de gendarmes et d'un clairon pour exécuter les sommations légales avant d'intervenir! A la frontière, on ne se fait aucune illusion : il ne s'agit pas de fellaghas tunisiens mais bien d'Algériens en rébellion déjà ouverte.

Le montagnard et les cartouches

J'ai eu du mal à convaincre mon journal de publier ce que j'ai vu. Quand finalement nous avons annoncé mon reportage, Roger Léonard m'a fait appeler. Ce n'est ni un tribun ni un entraîneur d'hommes mais un gentleman légèrement sourd dont les adversaires politiques disent en plaisantant qu'il débranche son appareil acoustique quand on lui réclame des crédits. Il a reconnu que mes informations étaient exactes, s'est avoué inquiet et, le plus civilement du monde, m'a prié d'ajouter à mes articles, une phrase insistant sur la nécessité de reconstituer l'armée d'Afrique saignée à blanc par l'Indochine. La rébellion a éclaté entre



Almassy

e de novembre, 9 chefs dont 3 sont au Caire et une poignée de guérilleros


L'insurrection a débuté avec un arsenal de 349 fusils et des uniformes de fortune. Les fusils provenaient des séquelles des grandes batailles du désert, pendant la seconde guerre mondiale. Ben Bella seul savait, à la veille de la rébellion, où se trouvaient les armes. Les uniformes provenaient des friperies d'Algérie. Les maquis se formèrent d'abord dans l'Aurès et le Nord constantinois. De petites bandes évoluaient à la frontière algéro-tunisienne. Comme tous les guérilleros du monde, ceux-là posent complaisamment devant l'objectif.

A.F.P.

mon quatrième et mon cinquième papier. Soudain, je me revois sur la petite route qui grimpe de Bône à Lamy, pendant mon reportage. Un musulman m'a fait signe et je l'ai pris en stop. La quarantaine, maigre mais robuste, moustache et sourcils très noirs et des yeux sombres qui, vaguement, m'ont rappelé ceux de mon père. Empêtré dans sa gandoura, gêné par sa matraque, il m'a tendu, pour pouvoir s'asseoir, un ballot fait d'un grand mouchoir noué aux quatre coins, et si lourd que lorsque je l'ai empoigné, j'ai basculé en avant. Tout de suite, un soupçon m'a traversé : des cartouches!

Ce soir, j'en suis sûr : cet homme est le premier rebelle que j'aie vu en Algérie. Ainsi, tout va se jouer entre ce conseiller d'État, administrateur méticuleux et parfait honnête homme, et ce fellah assez candide pour transporter des munitions en auto-stop; tout tiendra dans le dialogue entre un sonotone intermittent et un montagnard qui ne parle même pas français!

21 heures. Alger est calme et même un peu lasse après ce week-end trop long pour elle. On s'est agité au G.G. et dans les salles de rédaction, mais elle n'a rien perçu. A travers l'Algérie, même les chasseurs n'ont rien remarqué. Pourtant, des îlots de peur sont apparus dans l'Aurès et en Kabylie, qui vont grandir et gagner tout le pays.

Avant de nous séparer, François Madjar, Gaston Tolila et moi buvons l'anisette. Nous venons d'entrer dans une aventure sanglante dont ni François ni Gaston ne verront la fin, le premier par maladie, le second par la balle d'un terroriste courant, pistolet au poing, dans Bab-el-Oued.

Ce soir du 1er novembre 1954, notre destin, comme celui d'un million et demi de Français, vient d'être scellé. Mais nous n'en avons pas conscience. H

Gabriel CONESA


C'est de Chréa, dans l'Atlas blidéen, que descendirent les rebelles qui attaquèrent la Mitidja, dans la nuit du 1er novembre. A leur tête un ancien sergent de l'armée française : Ouamrane, et Rabah Bitat. Le coup échoua en partie, et très vite ils durent refluer vers leur refuge de Chréa. Jusque-là, Chréa était une ravissante station de sports d'hiver, à 80 km d'Alger, au-dessus de Blida. Très vite, ces replis et ces sommets couverts de cèdres, où mène une route toute en lacet, seront interdits au-delà de certaines heures, par crainte des embuscades.

LE COUPE-GORGE DE TIG

DANS un quart d'heure, minuit. Ouamrane, l'adjoint de Krim Belkacem, est prêt à l'attaque. Devant lui, l'objectif : la caserne de Boufarik, sur la route de Blida. A quelques mètres, tapis dans l'ombre, une centaine d'hommes, des Kabyles comme lui, qui ignorent tout de la région. Les militants recrutés par Rabah Bitat, le chef de l'Algérois, se sont « dégonflés » au dernier moment. Il a fallu faire venir près de deux cent cinquante hommes de Krim Belkacem pour que la Mitidja, bastion de la colonisation française, pût participer au premier jour de la révolution.

Car Ouamrane se prépare à en donner le coup d'envoi. L'heure H est fixée à minuit. Il fait un large geste du bras. Ses hommes avancent avec précaution dans l'orangeraie qui entoure la caserne. Encore quelques minutes. Ouamrane a tout préparé. Au poste de garde, le caporal-chef Saïd Ben Tobbal doit leur ouvrir la porte. Il est prêt à déserter! Autant qu'il livre le magasin d'armes avant de gagner le maquis!



E.C.A.

L'échec du "sergent à grosse tête"

Aux alentours de Boufarik plusieurs équipes de saboteurs doivent détruire les ponts qui franchissent les oueds et relient la petite ville à Blida, l'Alba et Alger, pour parachever la psychose de terreur chez les Européens. Les explosions ne devront se produire que vers 0 h 30. Après l'attaque de la caserne.

23 h 55. Une explosion plaque Ouamrane à terre. Une deuxième, puis une troisième trouent le silence de la nuit. En un éclair, le chef kabyle a compris. Les «saboteurs», pris de panique, ont fait exploser leurs engins avant l'heure prévue. D'un cri, il lance ses troupes en avant. L'explosion a donné l'alerte au poste de garde. Un projecteur s'allume sur le mirador et balaie l'orangeraie. Ouamrane suivi de Boudjema Souidani, l'un des lieutenants de Rabah Bitat, bondit avec son commando vers l'entrée de la caserne. Deux sentinelles sont assommées. Ils entrent dans le poste de garde et braquent leurs armes sur les soldats stupéfaits : « Haut les mains ! Ne bougez pas. »

Le caporal-chef Saïd Ben Tobbal se joint aux agresseurs. Ses camarades français ont compris et lèvent les bras. Il rafle les armes et les passe aux hommes d'Ouamrane : quatre mitraillettes et six fusils. Il faut s'en contenter car il est trop tard pour tenter de piller le magasin d'armes. Les explosions ont bouleversé le plan mirifique « gambergé » par le « sergent à grosse tête », comme on appelle Ouamrane dans les maquis kabyles.

— Décrochons! s'écrie Souidani.

Comme une volée de moineaux, les rebelles s'égaillent dans l'orangeraie. Certains lâchent des rafales d'armes automatiques. Ouamrane glisse dans sa ceinture le pistolet autrichien à canon long qui ne l'a jamais quitté depuis sept ans qu'il tient le maquis en Kabylie. Il ne lui servira pas aujourd'hui.

Souidani le rejoint.

— Espérons que les saboteurs de la coopérative et de la Cellunaf auront plus de sang-froid, lâche-t-il en reprenant sa respiration.

— Je l'espère. Tes hommes se sont dispersés?

— Oui, le rendez-vous est fixé à Chréa, à l'aube.

Pour le commando Ouamrane, c'est l'échec. Tant de risques pour dix armes! Le chef, à l'aube de ce 1er novembre 1954, n'a qu'une pensée : rejoindre sa Kabylie pour y poursuivre le combat. Avec des hommes sérieux, et qui connaissent le terrain!

A la même heure, à quelques kilomètres de là, le même scénario se reproduit. Rabah Bitat a encore moins de succès que le gros Ouamrane. Il n'a pu réussir l'attaque d'une caserne aux environs de

ANIMINE

L'Aurès représenta l'asile le plus sûr pour les rebelles en novembre 1954. C'est un immense bastion tout en sommets et en cañons, où peu de routes avaient été ouvertes, où peu d'étrangers pénétraient. Dans des paysages de *western*, le drame éclata à Tighanimine.

▶ Les gorges de Tighanimine. Là, les rebelles commettent un attentat sordide : l'attaque du car Biskra-Arris, où se trouvent deux jeunes instituteurs. On les abat d'une rafale. Guy Monnerot est tué, sa femme grièvement blessée.
▼ Ils voulaient profiter des vacances de Toussaint pour rendre visite à un de leurs collègues, à Arris.



Paris Match

Régan Film

Blida. Les soldats français ont vivement réagi et ses hommes — arrivés tout droit de Kabylie, sans connaître le chef qui les commande ni les lieux de l'action — se sont débandés. Bilan : trois morts, plusieurs blessés parmi les hommes de l'Armée de libération nationale. A grand-peine, le groupe de Bitat rejoint le poste de Chréa, où Ouamrane les retrouvera.

Au loin, à Boufarik, la lueur d'un incendie éclaire le ciel noir. La coopérative brûle ainsi que le stock d'alfa de Baba- ▶

Un jeune couple pacifique venu pour les aider

Métropolitains, **M. et Mme Guy Monnerot** étaient arrivés depuis moins d'un mois en Algérie. Instituteur auxiliaire comme sa femme, Guy Monnerot l'avait convaincue d'aller enseigner en Algérie. Le jeune homme, dont les idées étaient très libérales, voulait ainsi « servir à quelque chose ». La condition misérable des musulmans illettrés aux trois quarts l'avait ému. Que 15 % seulement des enfants musulmans fussent scolarisés en cette année 1954 lui paraissait scandaleux.

En poste à Tiffelfel, *mechta* perdue entre Arris et Biskra, en plein cœur des gorges de Tighanimine, les plus belles et les plus sauvages de l'Aurès, les deux jeunes gens avaient été vite adoptés par les Chaouïas, pourtant hostiles et méfiants devant l'étranger. En revanche, ils avaient pu constater à quel point Européens et musulmans étaient loin les uns des autres. Ne vivant qu'en compagnie des Chaouïas, dont ils ignoraient la langue, ils profitaient du long week-end de la Toussaint pour rendre visite à leur collègue d'Arris, M. Cadène, qui les avait invités à déjeuner. Ils avaient pris place dans le vieux car Citroën qui assurait la liaison Biskra-Arris, lorsqu'ils furent arrêtés par le groupe de Chihani Bachir. Le caïd de M'Chounèche, Hadj Sadok, dont ils avaient fait connaissance dans le car, voulut les protéger et, d'après les témoins, fit remarquer au chef rebelle que « c'étaient les instituteurs de France qui venaient pour les aider ». La rafale tirée par Sbaïhi les coucha tous trois au sol. Seule Mme Monnerot survécut à ses blessures. Guy Monnerot avait l'âge des sentinelles de Batna.



Descamps - Paris-Match

Devant le sous-préfet d'Arris, tête nue, on évacue en hélicoptère Mme Monnerot, grièvement blessée dans l'attentat de Tighanimine, où son mari et le caïd Hadj Sadok ont été tués. Après leur « coup », les rebelles ont emmené les passagers musulmans du car, laissant sur la route Mme Monnerot et les deux cadavres. Elle a été sauvée par les goumiers d'Arris, conduits par l'ethnologue Jean Servier.

A regarder ces plaques, il semble que toutes les routes mènent à la rébellion. Quatre cercueils ont été chargés sur des camions militaires. Ceux du chasseur Pierre Audat et du brigadier-chef Eugène Cochet. Ils gardaient la caserne de Batna, quand elle fut attaquée. Leur arme n'était pas chargée (c'est le règlement en temps de paix). Troisième mort : l'artilleur André Marquet, tué par surprise. Enfin, le lieutenant Darnault, officier de spahis, tué à Khenchela.

les Français de l'Aurès comptent leurs morts: un officier, trois

Ali. Avec les dix armes récupérées par Ouamrane, c'est le maigre résultat de la première action du F.L.N. dans l'Algérois.

Au volant du camion Hotchkiss 345 BH 91, El-Hedjin Kaddour regarde sa montre.

— Quelle heure? demande Kaci Abderrahmane, chef des saboteurs, assis à ses côtés.

— Une heure moins dix, il est temps d'y aller.

— Tu restes au volant.

Il se penche vers la plate-forme bâchée du camion.

— En avant, vous autres!

Guesmia, un vernisseur de Bab-el-Oued, qui a fabriqué plusieurs bombes artisanales, Kaci Moktar, le neveu d'Abderrahmane, et leurs hommes sautent du camion. Leur mission? Faire sauter l'usine à gaz d'Alger. C'est la plus périlleuse car les bombes artisanales n'ont aucun système d'allumage à retardement. Une mèche, l'explosif et c'est tout.

Les hommes entrent par une scierie voisine, puis s'attaquent au mur d'enceinte.

Sekar Brahimi, mitraillette au poing, garde l'entrée et couvre les arrières. Kaci Abderrahmane, pistolet braqué, veille au pied du mur. Son neveu et Sekat Abdelkader, qui n'a pour toute arme qu'un marteau glissé dans sa ceinture, seront seuls à pénétrer dans l'usine. Djallel Omar, resté avec l'oncle Kaci, passe les quatre bombes à Sekat, juché à califourchon sur le mur. A son tour, celui-ci les remet à Kaci Moktar, qui a franchi tous les obstacles, puis bondit souplement à terre. Kaci porte les bombes avec mille précautions. Ce ne sont en réalité que de gros pétards. Des boîtes d'huile de voiture remplies de poudre noire et de grenaille,

Les 4 premiers "morts pour la France"

Les premiers morts de la guerre d'Algérie sont des appelés :

Pierre Audat aurait eu vingt et un ans le 16 novembre 1954. Chasseur au 9e R.C.A. stationné à Batna, sur la route de Lambèse.

Eugène Cochet, vingt et un ans, brigadier-chef au 2/4e R.A., dont la caserne se trouvait au cœur de Batna.

Les deux hommes étaient de garde lorsque les rebelles envahirent la petite ville endormie. Dès les premiers coups de feu, ils alertèrent leurs postes et tentèrent de tirer sur leurs agresseurs. On était en temps de paix. Leurs armes n'étaient pas chargées et les cartouches de leur fusil étaient enfermées dans des *sachets de toile cousus*. Tel était le règlement. Ils tombèrent avant d'avoir pu charger.

André Marquet, originaire du Nord, appelé du 4e R.A., n'était pas de garde lors de l'attaque de Khenchela. Il rentrait d'une opération dans le djebel. Réveillé par les détonations, il sortit sur le pas de la porte du poste de garde, armé d'un simple pistolet automatique, dont il n'eut pas le temps de se servir. Lorsqu'il le vit tomber, son camarade, le brigadier-chef Canu, le dégagea en « arrosant » le portail de rafales de P.M. et parvint à rentrer le malheureux à l'intérieur du poste. André Marquet ne put être soigné sur place et, faute d'hélicoptère, fut transporté par route jusqu'à Batna, distante de 100 kilomètres, où il mourut dans la journée.

Lieutenant Darnault, commandant le peloton de spahis de Khenchela, ne couchait pas à la caserne avec ses hommes, mais habitait avec sa femme dans une maison particulière de l'autre côté de la place formée par les murs de la caserne et le bordj de l'administration civile. C'est en rejoignant son poste pour diriger la contre-attaque à la tête de ses spahis qu'il fut tué sur le coup. Il fut le premier officier de carrière à tomber sous les balles des rebelles.

Descamps - Paris-Match

soldats et un instituteur, venus de métropole

et une mèche qui sort comiquement du chapeau du cylindre. Une bombe moins perfectionnée que celles des révolutionnaires sud-américains de la fin du XIXe siècle !

Les « hommes du 1er novembre » sont encore de petits amateurs.

— Voilà, dit Sekat, c'est là.

La haute citerne noire du réservoir à gaz se dresse, imposante.

— Je vais monter à l'échelle, dit Kaci à voix basse. Tu vas me passer les bombes.

On entend un chien aboyer au loin. Pas de veilleurs de nuit. Juste une lumière qui brille sur la façade de la maison du gardien près de l'entrée principale.

Kaci gravit une dizaine d'échelons. Il pose les quatre cylindres grossiers sur un rebord de la tôle et allume une cigarette. Un geste dans l'ombre, trois fois renouvelé. Et les quatre cordeaux Bickford grésillent doucement. Comme un fou, Kaci saute à terre. Suivi de son complice, il se précipite vers le mur d'enceinte. La peur leur donne des ailes. Si l'immense cuve de gaz explose avant qu'ils aient pu prendre du champ, leur compte est bon. Dans la rue, El-Hedjin a lancé le moteur du camion et démarre; les hommes bondissent en voltige sur la plate-forme.

A l'avant du véhicule qui prend de la vitesse Kaci Abderrahmane attend avec angoisse. Le gros Hotchkiss enfile la rue Sadi-Carnot à toute allure. Les quatre explosions ont peine à couvrir le bruit du moteur. Ridicules. A l'arrière, Sekat écarte la bâche. Nulle flamme, nul incendie. Pas la plus petite lueur orangée. Le ciel reste d'un bleu sombre désespérant.

La tôle de la citerne a résisté aux « bombes » des terroristes du groupe Kaci !

Rue Hoche, centre d'Alger ; même heure

Merzougui, un grand garçon au visage curieusement tavelé, vient de quitter la foule qui sort des cinémas de la rue Michelet et descend la rue Hoche, calme et provinciale. A la main il porte un couffin arabe dans lequel se trouvent deux bombes explosives, une incendiaire et un bidon d'essence. A quelques pas derrière lui, Adim Mohamed suit « en couverture ». A une dizaine de mètres de la placette qui coupe la rue Hoche en deux tronçons, une Simca, immatriculée 281 X 91, stationne tous feux éteints. Son propriétaire, Chaal Abdelakder, que chacun appelle Flora, est au volant. Près de lui Toudjine Abderrahmane. Les deux « promeneurs » s'engouffrent à l'arrière. La voiture reste immobile.

— Où sont les autres? demande Flora à Merzougui, son chef de groupe.

— Plus bas, rue Courbet. Ils nous serviront de protection en cas de « pépin ».

L'objectif du commando Merzougui est le petit hôtel particulier de Radio-Alger, situé dans le bas de la rue Hoche. Le faire sauter va présenter de grands risques car il se situe en plein quartier résidentiel européen. La rue Michelet — les Champs-Élysées d'Alger — est à moins de trois cents mètres. Avec ses cafés ouverts tard la nuit... et ses flics! C'est pourquoi Merzougui a placé la deuxième partie de son commando « en planque » au coin de la rue Courbet. Il y a là Madani Abassi, Boutouche Omar, Belimane Mohamed et Djefflaga Mohamed. Tous sont armés. Prêts à affronter les noctambules, les veilleurs de nuit ou la ronde de la police toujours possible dans ce quartier où les banques et les magasins de luxe sont aussi nombreux que les bijouteries.

Une heure moins cinq. Merzougui, suivi d'Adim et de Toudjine, se dirige vers l'immeuble de la Radio. Flora ferme la marche la main sur la crosse de son pistolet. Sur l'autre trottoir, le groupe de protection s'est à son tour mis en route. Les huit hommes se retrouvent devant la grille de la Radio. Merzougui tente de ▶

R. Bail

la Révolution de Novembre marque le pas: l'armée organise la chasse aux insurgés

l'ouvrir. Elle est verrouillée. En outre, au premier étage, deux fenêtres sont encore éclairées. Le chef du groupe comprend qu'il est vain de vouloir entrer dans l'immeuble sans donner l'alerte.

— Madani, file avec les hommes. Je n'ai pas besoin de vous. Je te recontacterai.

Tandis que les quatre hommes s'éloignent, Merzougui fait signe à ses compagnons de poser les bombes sur le rebord des fenêtres du rez-de-chaussée.

— Derrière, dit-il à mi-voix, je crois que ce sont les studios.

Radio-Alger : nouvel échec

Il coince la bombe incendiaire contre la rambarde de la première fenêtre et y ajoute le bidon d'essence. Toudjine en fait autant pour la deuxième fenêtre. Flora pose sa bombe explosive sur le pas de la porte. « Vite! C'est l'heure. » Les allumettes craquent. Merzougui, Toudjine et Adim filent en courant. Flora, affolé, s'y reprend à deux fois pour allumer la mèche.

Lorsque les explosions réveillent le centre d'Alger, les quatre hommes, qui se sont séparés, déambulent dans la rue Michelet. Promeneurs insignifiants.

Seule la bombe de Merzougui a éclaté, enflammant le bidon d'essence et faisant quelques dégâts sans gravité. Les deux autres ont fait long feu!

A 1 h 30, le troisième commando terroriste d'Alger sait que son action a échoué. Belouizdad et ses hommes : Ben Guesmia Mouloud, Ben Slimane Youssef, Herti Mohamed et Aïssa, ont voulu faire sauter une cuve des pétroles Mory sur les quais du port. Les 8 000 tonnes de la cuve visée devaient, en explosant, provoquer la destruction des 30 000 tonnes stockées rue de Digne. Mais, là encore, les bombes ont fait long feu. Seuls deux bidons d'essence ont provoqué un bref incendie, que les veilleurs de nuit ont éteint avant l'arrivée des pompiers.

Quant au quatrième groupe, son échec a été encore plus cuisant. Bisker Ahmed, accompagné de Mesbah, Benaï et Braka, chargés de faire sauter le central téléphonique du Champ-de-Manœuvre, sont arrivés en retard. A peine reconnaissaient-ils les abords qu'a retenti l'explosion de la rue Hoche. Pris de panique, ils se sont enfuis sans seulement poser une des quatre bombes prévues pour le central.

Enfin, le chef du cinquième groupe d'Alger, Nabti Sabek, dont l'objectif était de détruire le dépôt de liège de Hussein-Dey, s'est senti pris de « malaises soudains » lorsque, quelques heures plus tôt, Merzougui lui a annoncé l'heure H. De son lit, il n'a entendu aucune explosion.

En Oranie, les hommes de Ben M'Hidi ont eu bien du mal à réunir quelques armes hétéroclites pour attaquer deux fermes à Ouillis et à Bosquet dont ils ont brûlé les récoltes, et la gendarmerie de Cassaigne devant laquelle un colon européen, Laurent François, venu donner l'alerte, a été tué.

En Kabylie, les sept chefs de *daïra* (région) de Krim Belkacem ont incendié des dépôts de liège et de tabac à Bordj-Menaïel, Camp-du-Maréchal, Azazga, Dra-el-Mizan. Des coups de feu ont été tirés contre les casernes et gendarmeries de Tigzirt et Azazga. A Dra-el-Mizan



Dans le bled, la gendarmerie sera chargée de contrôler la population. Cartes d'identité vérifiées, fouille systématique des musulmans et de leurs chargements, quand c'étaient des nomades (des armes auraient pu voyager dans un sac de blé ou dissimulées dans des vêtements). C'est de cette manière que la majeure partie de l'armement qui avait servi à l'insurrection était venue de Libye par des caravanes.

Seuls, l'Aurès, la Kabylie et la région de Souk-Ahras sont les points fiévreux, après la Toussaint rouge. C'est là que les rebelles se sont repliés. Dès les premiers jours, l'arrivée des paras de la 25e D.I.A.P. permet de dégager Arris et Foum-Toub, encerclés par les insurgés.

Les paras vont limiter l'action des hors-la-loi. En outre, un renfort porte les effectifs à plus de 60 000 hommes, plus 16 compagnies de C.R.S. et 800 gendarmes. Les rebelles pratiquant une forme de guerre de surface, l'armée doit se déployer le plus possible.



R. Bail

un supplétif musulman, Haroun Ahmed Ben Amar, a été tué par les rebelles. Bilan : 200 millions de dégâts.

L'Aurès, berceau de la révolution

Le sous-préfet de Tizi-Ouzou a fait remarquer dans son rapport que tous ces attentats ont été commis à la même heure : minuit.

« Comme si, a-t-il écrit, les terroristes répondaient à un ordre général. »

Dans le Constantinois, le général Spillmann a fait la même constatation. La gendarmerie de Condé-Smendou et celle du Kroub ont été attaquées à la même heure. Sans dommage. Pour Didouche Mourad, chef F.L.N. du Constantinois, l'échec est cuisant.

Mostefa Ben Boulaïd, chef de l'insurrection dans l'Aurès, a fixé l'heure H à 3 heures. Dissimulés dans l'ombre, les vingt-six hommes du commando Hadj Lakhdar sont prêts à attaquer la gendarmerie de Batna quand une sonnerie stridente réveille la caserne endormie. Le sous-préfet de l'Aurès, Jean Deleplanque, donne l'alerte. A Biskra, aux portes du désert, des rebelles ont attaqué le centre de la ville confirmant les bruits d'insurrection qui couraient depuis quelques jours. En ne respectant pas l'heure d'attaque, le commando de Biskra a fait échouer la mission de Hadj Lakhdar. Devant les fenêtres qui s'allument, les ordres qui fusent, le chef rebelle décide de se replier. Ses hommes le suivent non sans arroser la façade de quelques rafales. Les hommes de l'A.L.N. (Armée de libération nationale) remontent l'avenue de la République pour rejoindre la deuxième partie du commando à l'affût près de la caserne du 2/4e R.A. Au passage, un Chaouïa ajuste la sentinelle Eugène Cochet, qui s'écroule devant sa guérite. Une autre, Pierre Audat, un chasseur d'Afrique, tombe à son tour mortellement blessé.

Lorsque les gendarmes arrivent, suivis des groupes d'intervention des deux casernes, les rues de Batna sont désertes. Les hommes de Hadj Lakhdar ont fui vers le maquis tout proche. Ils vont constituer le premier noyau de l'A.L.N. de l'Aurès, « berceau de la révolution ».

Cinémathèque Gaumont

A Khenchela, l'attaque a été aussi soudaine. A 3 heures la porte du commissariat central s'est ouverte. Les hommes de Laghrour Abbès, deuxième lieutenant de Ben Boulaïd, ont arraché leurs pistolets à trois gardiens de la paix avant de s'enfuir sans tirer. A la caserne de Khenchela, le deuxième groupe du 4e régiment d'artillerie a fait face à l'agression. Mais les appelés, qui ne sont que de passage dans la petite ville au retour d'une expédition à Khanga-Sidi-Nadji, se sont affolés. Une sentinelle, André Marquet, atteinte d'une balle à l'aine, s'est écroulée à la porte du poste. Quelques minutes plus tard, c'est le lieutenant Darnault, commandant de la place de Khenchela, qui tombe foudroyé. Attiré par les coups de feu, il a quitté sa villa située à quelques dizaines de mètres de la caserne pour tenter de repousser, à la tête de ses hommes, l'attaque des fellaghas. Il n'a pas eu le temps de boutonner sa chemise.

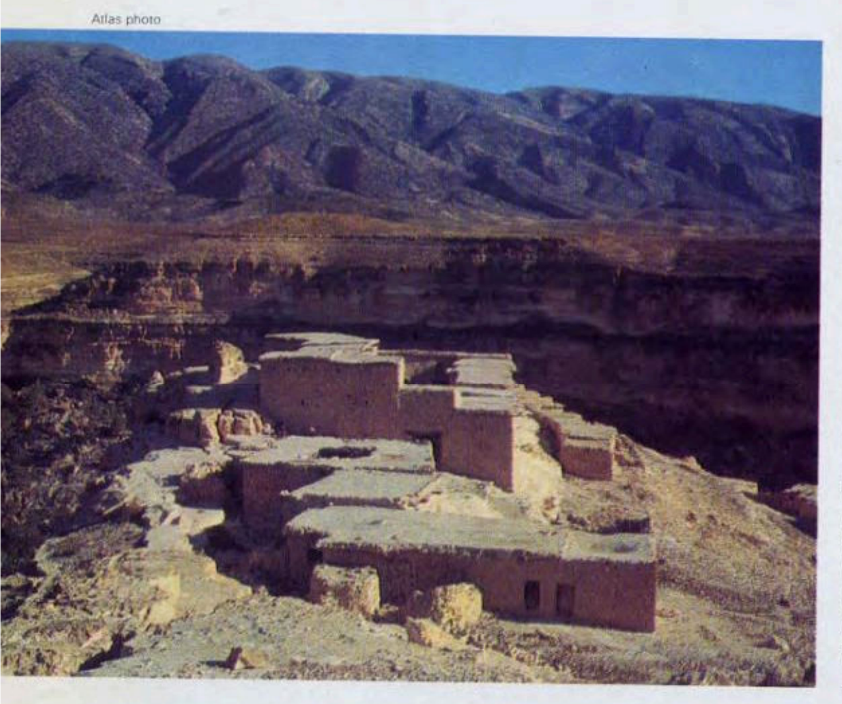
Le caïd et les brigands

A T'Kout, en plein cœur de l'Aurès, les gendarmes sont assiégés dans ce poste isolé du bout du monde où ils vivent avec femmes et enfants.

Arris, deuxième ville de l'Aurès, ne répond plus au téléphone. Toutes les communications de la région sont coupées.

A 7 h 30, dans les gorges sauvages de Tighanimine, le commando de Chihani Bachir arrête le car Arris-Biskra. Le chef ▶

Atlas photo



L'Aurès où seuls de minces sentiers vont d'un village à l'autre, à travers des gorges impressionnantes et des plateaux où des maisons sont plaquées, qui se confondent avec le sol. Chaque village est un nid d'aigle, une tour de guet, une forteresse. Un refuge incomparable pour le rebelle. L'Aurès a cette vocation. Le héros qu'on y chante est le bandit d'honneur. C'est une sorte d'idéal social. Et le gendarme y est ridicule.

le premier musulman tué : le caïd Hadj Sadok

chaouïa en fait descendre Hadj Sadok, caïd de M'Chounèche, et un couple d'instituteurs européens, les Monnerot. Dans la nuit, l'A.L.N. a fait parvenir sa « proclamation » au caïd. Chihani l'interroge : « De quel côté passes-tu ? A l'A.L.N. ou chez les Français ? » Hadj Sadok n'a qu'un rire méprisant pour les « brigands » loqueteux et, profitant d'un moment d'inattention, sort un pistolet de son baudrier de cuir rouge.

Sbaïhi Mohamed, l'un des hommes de Chihani, a surpris son geste. Il lâche une rafale de Sten — la seule mitraillette que possède le commando — en direction du caïd, qui s'écroule. Mais le couple d'instituteurs a été touché. Guy Monnerot mortellement. Sa femme survivra. C'est la dernière action de cette Toussaint rouge qui marque le début de la guerre d'Algérie.

Pour les six chefs du tout nouveau Front de libération nationale, le coup d'envoi de la révolution se solde par un échec complet : aucun objectif important n'a été atteint et trois civils français ont été abattus, alors que les ordres donnés la veille étaient de n'attaquer que les gendarmes, l'armée et les musulmans favorables à la France.

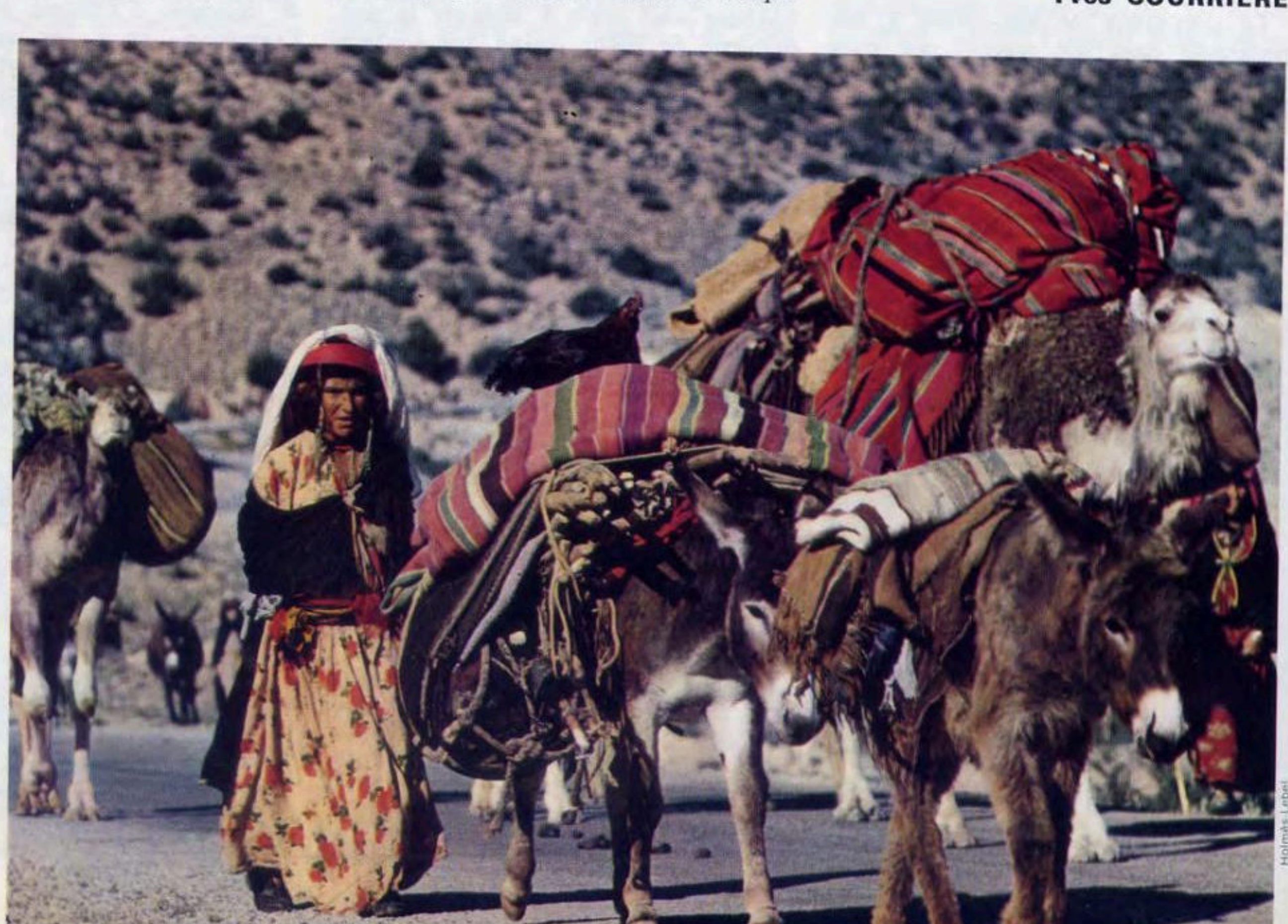
Krim Belkacem en Kabylie, Didouche Mourad, dans le Constantinois, Rabah Bitat dans l'Algérois, Ben Boulaïd dans l'Aurès, Ben M'Hidi en Oranie et Mohammed Boudiaf, parti annoncer au Caire le déclenchement de la révolution, n'ont désormais qu'un but : entraîner le pays dans un conflit dont l'unique objectif sera l'indépendance.

Pour s'attaquer à la forteresse coloniale que représente l'Algérie française ils ont, en ce 1er novembre 1954, huit cents hommes, dont quatre cents seulement sont armés, et le soutien de trois « représentants » installés au Caire depuis près de trois ans : Mohamed Khider, Aït Ahmed et Ahmed Ben Bella.

« Le conflit sera long et douloureux », a prédit Krim Belkacem. Il ne sait pas encore jusqu'à quel point! **H**

Yves COURRIÈRE

Les femmes nomades qu'on appelle aussi les « guebli ». Elles ne sont pas voilées, vont à pied, avec les caravanes qui remontent du Sud, campent, du désert aux hauts plateaux d'Algérie, et seront, pour le F.L.N. le véhicule des nouvelles, des passeuses d'armes, des indicatrices. Comme à la plupart des musulmanes, l'aventure qui commençait apportait une forme d'émancipation : celle du risque. Une geste des femmes du F.L.N. allait naître.



Holmès Lebel

QUI TIENT LA BARRE DE L'ALGÉRIE EN 1954



Descamps - Paris Match

Qui exerce le pouvoir en Algérie, en cette année 1954? La réponse contenue dans les textes institutionnels ne souffre pas de contestation : c'est le gouverneur général (en l'espèce, Roger Léonard), personnage nommé par le président de la République, sur proposition du ministre de l'Intérieur, tuteur de l'Algérie. Cependant, il est clair que sa nomination est pratiquement décidée par le conseil des ministres, devant lequel le gouverneur est d'ailleurs responsable.

La règle non écrite est que Paris n'envoie pas à Alger de gouverneur général d'origine pied-noir, de même qu'on ne nomme pas de préfet corse à Ajaccio.

L'idée est qu'il doit être un arbitre entre les communautés.

A Alger, le Gouvernement général est un immeuble imposant, moderne, dominant le Forum, le monument aux morts, et dont la forme, à vol d'oiseau, est celle d'une croix de Lorraine. Les architectes en ont été les frères Perret. Le « G.G. » a été construit vers 1930, année des fêtes du centenaire de la conquête, qui ont marqué le sommet de la puissance de la France en Algérie. C'était l'époque où les aspirations de la plupart des Algériens allaient vers l'assimilation.

Le gouverneur général Roger Léonard, personnage n° 1 en Algérie, au moment où éclate la rébellion. Il exerce ses pouvoirs dans la solitude de son bureau au premier étage du Gouvernement général.

Le gouverneur général est entouré d'un *brain trust* de directeurs, dont un directeur des affaires politiques. Tous sont fonctionnaires, mais prennent volontiers figure d'un gouvernement local. Le gouverneur général n'est responsable que devant le gouvernement français, sauf à l'occasion du budget de l'Algérie, que doit voter l'Assemblée algérienne, dont les attributions sont essentiellement financières. Pour le reste, la loi française est applicable à l'Algérie, sauf quand le Parlement décide qu'elle ne l'est pas, ce qui est fréquent. L'Assemblée peut faire certaines propositions législatives ou réglementaires, mais c'est Paris qui arbitre, en définitive, et l'avis du gouverneur général a un poids décisif.

Le gouverneur est le supérieur hiérarchique direct de trois préfets (Alger, Oran, Constantine), qui exercent l'autorité

(Suite page 18)



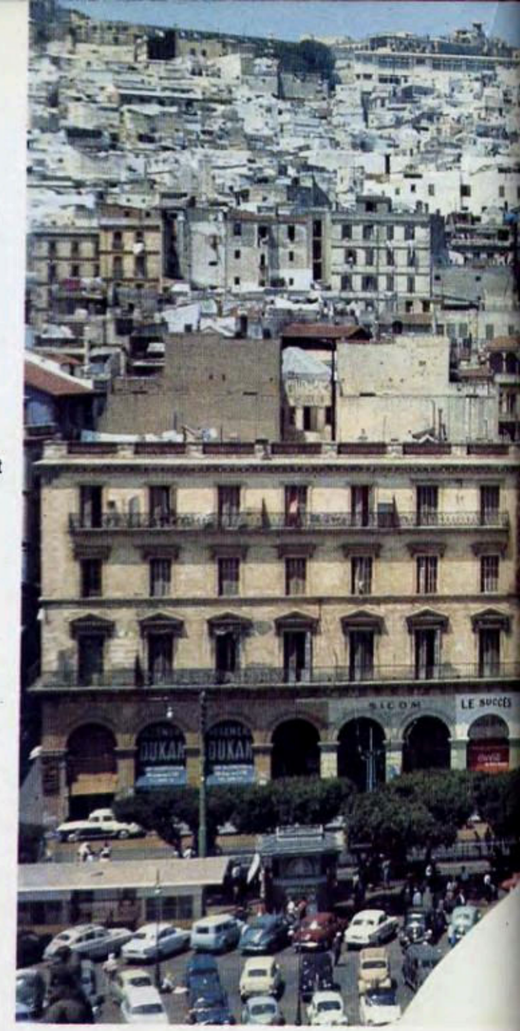
Le monument aux morts d'Alger, au pied du Forum. C'est un haut lieu de l'Algérie française, le cœur du patriotisme algérois.

Atlas photo





La Préfecture d'Alger. De style approximativement oriental. Elle flanque l'Hôtel de Ville, face à la mer. Dans les grands tumultes qui secoueront la ville blanche, la Préfecture sera très rarement assaillie par la foule. Les Algérois se déchaîneront plus volontiers sur le forum, au pied du Gouvernement général qui est le véritable siège de la vie politique.



Alger. La place du Gouvernement. Les Arabes l'appelaient la place du Cheval, à cause de la statue équestre du duc d'Orléans. La place s'étale au pied de la Casbah. Elle en est le forum. Au temps de la conquête c'était le cœur d'Alger. Et sa fierté.

l'Assemblée algérienne: un mini-parlement où 120 délégués des 2

(Suite de la page 15)

sur des territoires immenses, dont on fera plus tard quinze départements. Il n'a pas plus de pouvoirs sur les maires qu'un préfet n'en a en France. Mais les maires n'existent en Algérie que dans les communes de « plein exercice », qui sont en principe les agglomérations où les Européens dominent par le nombre. Cependant la majeure partie du territoire est composée de ce qu'on appelle les communes mixtes, contrôlées par un administrateur, « sous-sous-préfet » exerçant l'autorité par l'intermédiaire des caïds, qui tiennent leur titre du Gouvernement général. Ainsi le gouverneur général apparaît-il comme un proconsul exerçant, par une chaîne hiérarchique fonctionnarisée, la quasi-totalité des pouvoirs, sauf dans les municipalités urbaines.

Les "beni-oui-oui"

Dans la pratique, cette toute-puissance consacrée par des décrets ou des arrêtés pompeusement appelés « gubernatoriaux » se dilue tragiquement. D'abord, le pays est immense. Le gouverneur voudrait-il tout voir qu'il ne le pourrait pas. Il existe dans le Nord constantinois des périmètres peuplés de 70 000 habitants, où il n'y a pas une route, pas une école, pas un bureau de poste.

Ne connaissant pas le pays, le nouveau gouverneur s'installe dans son bureau du premier étage, donnant sur les palmiers du jardin intérieur du G.G. Il y est tout à la fois isolé et assiégé. Le personnel qui l'entoure, aux neuf dixièmes européen, est, dans une très large proportion, originaire d'Algérie. Ce sont des gens compétents, qui, pour débrouiller une affaire, savent parler aux musulmans, mais pour qui les règles du pacte colonial sont intangibles.

Reste la consultation des élus, élément très important de la prise de décision du gouverneur général. Compte tenu du système du double collège, les élus européens et musulmans sont en nombre égal au Parlement et à l'Assemblée algérienne. *Grosso modo*, un million d'Européens obtiennent autant de sièges que dix millions d'Arabes. *Grosso modo* seulement, car on a incorporé dans le premier collège



Cinémathèque Gaumont

Séance à l'Assemblée algérienne. Dans l'hémicycle, siègent cent vingt délégués, dont soixante pour chaque collège. Le rôle essentiel de l'Assemblée algérienne est de voter le budget de l'Algérie, préparé par la commission du budget sur l'initiative de la délégation générale.


Dimka-Swetchine

collèges votent le budget

européen, au départ, les musulmans anciens combattants, les titulaires de diplômes, les fonctionnaires, toute une intelligentsia destinée à s'élargir de plus en plus.

Dans les assemblées locales, conseils généraux et municipalités de plein exercice, la proportion des sièges est de trois cinquièmes pour les Européens et de deux cinquièmes pour les musulmans. Pour les conseils municipaux, on justifie cette formule par le fait que les communes dites « de plein exercice » sont à dominante européenne. Cela est souvent vrai, ou a été vrai, mais cela est faux pour une ville de l'importance de Constantine, où la majorité arabe est écrasante.

Sans parler des fraudes électorales, qui fleurissent volontiers au bord de la Méditerranée, il est connu que l'administration filtre très attentivement les candidatures. Si, dans les villes, elle ne peut empêcher l'élection d'un certain nombre de conseillers plus ou moins nationalistes, les députés qui sortent des urnes sont dans leur quasi-totalité des « beni-oui-oui ».

Tout ce faisceau de faits crée un déséquilibre extrêmement dangereux dans la représentation de la population.

Le gouverneur général a pour mission de présenter chaque année le budget de l'Algérie à l'Assemblée algérienne, qui doit le voter. Préparé par les services du G.G., qui, nous l'avons vu, sont presque exclusivement dirigés par des Européens, voté par une assemblée composée pour moitié d'Européens, et où un seul « beni-oui-oui » suffit à créer une majorité, ce budget est fatalement orienté au bénéfice du circuit économique tenu par les Européens, qui est d'ailleurs, il faut le dire, celui qui fait évoluer l'économie algérienne.

Il n'en reste pas moins qu'il ne donne que la part du pauvre aux régions déshéritées de l'Ouarsenis ou du Constantinois, qui n'ont aucun équipement. Même pas de puits, parfois. De là, les profonds ressentiments qui fermentent chez les Arabes.

Impossible de gouverner seul !

Qu'il s'agisse de questions budgétaires ou des réformes qui sont réclamées depuis 1936, le gouverneur général se trouve prisonnier du même environnement. On a dit que les gros colons entraient chez le gouverneur général le chapeau sur la tête. Ce n'était pas cela du tout.

Les pressions qui s'exercent sur le personnage n° 1 de l'Algérie sont autrement efficaces que des grossièretés sans lendemain. Les gens qui se succèdent en face du gouverneur général ont de larges responsabilités et bonne conscience. Colons, armateurs, élus ou fonctionnaires sont la puissance économique et politique de l'Algérie. Ils ont à Paris l'audience des partis politiques, des ministres, du Parlement.

Le siège qu'ils font du gouverneur est assidu. Et tous les gouverneurs ont fait l'expérience qu'on ne gouverne pas seul. Le libéral Yves Chataigneau, obsédé par l'idée d'indispensables réformes, a été finalement rappelé par Paris. Marcel-Edmond Naegelen, délégué par le parti socialiste pour mettre en œuvre le statut de 1947 voté par le Parlement, n'en appliquera qu'une partie et sera plus tard, avec Soustelle, l'exemple le plus clair du gouverneur dévoré par le milieu.

Pour lors, ce que va entendre de toutes les bouches Roger Léonard, c'est que Paris ne connaît rien au problème, ce qui est en partie vrai, qu'il ne faut toucher à rien au risque de perdre l'Algérie, que les Arabes ne respectent que la force, que les seules recettes pour maintenir l'ordre sont l'arrestation des meneurs nationalistes et, en cas de troubles, la répression militaire.

La preuve d'efficacité que l'on donne est que depuis la répression en mai 1945 dans la région de Sétif-Guelma, c'est-à-dire il y a neuf ans, l'ordre règne sur tout le territoire.

Il n'y a pas que du faux dans tout cela et ces vues courtes ont maintenu la paix française aux moindres dégâts dans ▶



Raymond Laquière, un personnage de la vie politique pied-noir, quatre fois président de l'Assemblée algérienne.

contre la guérilla : le maquis de la procédure

d'immenses régions d'Afrique, entre les deux guerres.

Seulement, sévir n'est pas tout; encore faut-il sévir à bon escient. Et cela postule une bonne information aussi bien intérieure qu'extérieure. Or l'Algérie française, heureuse et repliée sur elle-même, ignore magnifiquement la marche du temps dans le tiers monde.

Les grandes failles de l'information

Il n'y a pas un pied-noir sur dix fréquentant le bureau du gouverneur général pour savoir ce qu'est la Ligue arabe, ou que la réunion de Bandoeng sera pour le tiers monde l'événement du siècle.

Or si les transistors des soldats du contingent feront échouer plus tard le putsch des généraux, la simple radio déverse déjà dans les cafés maures et les gourbis les plus reculés, la « Voix des Arabes » émise du Caire. Même les femmes commencent à comprendre, par simple accoutumance, l'arabe d'Égypte. De plus, il est vain de penser que la vague de décolonisation reste sans impact en Algérie.

Car si les colonies portugaises y résistent, ce n'est pas sans une réforme capitale : l'égalité quasi absolue des droits entre indigènes et Portugais. On est fort loin d'y songer en Algérie.

L'information, même officielle, a de larges lacunes sur ce qui se passe dans le pays même.

Un assez large réseau d'indicateurs permet à la police de suivre avec un certain retard l'évolution des dissensions à l'intérieur du M.T.L.D., le parti dominant, entre Messali et le comité central.

Mais ce n'est pas dans ce parti embourbé dans les compétitions électorales et occupé à se disputer les journaux et les caisses des sections qu'il se trame quelque chose.

C'est dans une branche activiste séparée de Messali dès 1947, sous le nom d'Organisation spéciale (O.S.) et qui s'est reconstituée, en mars 1954, sous le nom de Comité révolutionnaire d'unité et d'action (C.R.U.A.). Ayant sa tête au Caire, elle va prendre le sigle F.L.N. La plupart de ses hommes qui s'étaient, en 1948, réfugiés en France ou ailleurs pour échapper aux recherches sont rentrés. On n'en a rien su à Alger. Les seules indications qui parviennent au préfet Vaujour, directeur de la sûreté au G.G., tout à fait à la veille de l'insurrection, sont de deux ordres :

1) Une bombe de fabrication artisanale, posée sur son bureau. Le préfet sait où elle a été fabriquée, mais aucune précision sur la date d'utilisation ;

2) Un indicateur qui propose, contre un million de francs (anciens), le plan d'implantation du M.T.L.D. dans l'Aurès. Rien d'affolant. Le M.T.L.D. siège dans les nombreuses mairies. Pourtant, Vaujour convoque immédiatement Rey, l'administrateur de la commune mixte d'Arris, qui, avec un adjoint et sept gendarmes, représente toute l'autorité pour 70 000 habitants. Il lui expose le cas. Un million est une somme considérable pour le budget de la sûreté. Rey répond : « Vous savez, tout est calme pour l'instant chez moi. » Le document, qui est évidemment le réseau d'implantation du C.R.U.A., ne sera pas acheté ce jour-là.

Au moment où Rey fait cette réponse, Ben Boulaïd, l'un des six chefs du C.R.U.A., fait, dans sa Simca bringuebalante, ses livraisons d'armes aux groupes en cours de constitution depuis huit mois.

Dissolution du M.T.L.D. : erreur monumentale !

Ce manque d'informations, d'abord, puis certain entêtement des services dans les idées toutes faites à propos du M.T.L.D., bête noire de la police et des Européens, va entraîner une erreur monumentale. Malgré les tracts du C.R.U.A. revendiquant les attentats du 1er novembre, la pression de l'opinion publique est telle en Algérie que le gouverneur général va décider la dissolution du M.T.L.D. et l'incarcération de ses représentants. Amers, les élus, seule représentation un peu authentique des Arabes, vont se trouver dans l'impossibilité d'user de leur influence sur la population contre les activistes. Ils vont, de plus, se retrouver en prison avec eux et progressivement réaliser l'unité.

Cependant, la chasse aux rebelles armés de l'Aurès commence. Dans des conditions difficiles. On est en paix. L'armée n'agit que sur réquisition de l'autorité civile. Deleplanque, le jeune sous-préfet de Batna, se dépense largement, fait constituer des goums de protection qu'il confie à des officiers de réserve. De qualité inégale, les administrateurs de commune mixte font ce qu'ils peuvent. Mais les caïds sont isolés de la population.

Les légionnaires, les parachutistes commencent à battre les djebels. Hélas! tout est compliqué. S'il y a un accrochage, les soldats doivent ensuite être entendus par un juge d'instruction. On manque de renseignements. Il faudra l'arrivée des officiers des affaires indigènes du Maroc pour en avoir, et des mois pour que le Parlement vote, toujours tardivement, des textes reconnaissant l'urgence. Entre-temps, la rébellion s'étendra.... H

Serge BROMBERGER



La légion étrangère. Capitale Sidi-bel-Abbès. Insolites régiments de l'armée d'Afrique, avec des traditions et des fêtes auxquelles chaque légionnaire est affectivement attaché. Chacun se considère Français «par le sang versé».

L'ARMÉE D'AFRIQUE

En novembre 1954, l'armée d'Afrique, qui assure la présence française et la sécurité en Algérie, en Tunisie et au Maroc, vit depuis neuf ans sur les lauriers que lui ont valus les campagnes de 1944-1945 en Italie, en France et en Allemagne. A vrai dire, seule une partie des régiments a pu prendre part aux opérations du corps expéditionnaire d'Italie et à celles de la Ire armée française (1). La majorité avait dû demeurer en Afrique du Nord dans les divers dépôts.

Depuis 1946, un nouveau théâtre d'opérations s'est ouvert en Indochine. Nombreux sont les cadres d'Afrique qui ont combattu en Indochine, soit dans les unités algériennes ou marocaines qui y avaient été envoyées, soit dans d'autres unités. Mais c'est surtout vrai pour les cadres jeunes. Au contraire, pour les cadres plus âgés, notamment ceux de l'infrastructure territoriale et des états-majors de subdivision et de division d'Algérie, la majorité n'était pas allée en Indochine et était demeurée en Afrique du Nord depuis 1945.

Certes, l'armée d'Afrique n'ignorait pas que la situation politique en Algérie pouvait devenir très instable d'un moment à l'autre. Dès 1936, il était clair que la présence d'une sérieuse infrastructure militaire s'imposait pour maintenir l'ordre en Algérie. A cet effet, le commandement avait constitué dans chacune des circonscriptions d'Alger, d'Oran et de Constantine, une division composée de troupes dites « de souveraineté », c'est-à-dire à base de Français légionnaires ou de Sénégalais, les unités algériennes étant plus spécialement destinées à opérer hors d'Algérie, soit en métropole, puis, plus tard, en Allemagne en occupation, soit en Tunisie. De ce fait, les régiments algériens d'Algérie jouaient surtout le rôle de dépôts. Ces trois divisions et

(1) Ainsi, par exemple pour l'infanterie, la seule division algérienne, la 3e D.I.A., ne comportait que deux régiments algériens de la Ire armée sur neuf existants. Un troisième régiment algérien, le 1er R.T.A., fit partie pendant quelques mois de la 4e division marocaine. Les proportions sont les mêmes pour les autres armes.

R. Bal

R. Bail

une armée enlisée dans des structures traditionnelles, face à une

quelques unités de réserve générale constituaient, semble-t-il, une force suffisante pour faire face à une nouvelle flambée révolutionnaire. Mais la guerre d'Indochine et les économies d'effectifs avaient entraîné la réduction progressive des forces de souveraineté. En novembre 1954, au lieu de neuf régiments, celles-ci ne comprenaient plus que la valeur de deux régiments et demi (1).

Les routines du temps de paix

En outre, si les graves événements du Constantinois, et notamment de Sétif, en 1945, avaient montré qu'une réaction rapide et énergique comme celle du général Duval permettait de ramener l'ordre très rapidement, cette répression avait été facilitée par le fait qu'elle s'était produite en temps de guerre, sous les lois qui étaient en vigueur en 1945 (2) et qui furent très rapidement abrogées, tant par le retour au temps de paix que par la suppression de la procédure des cours martiales, en fonction de dispositions législatives prises avant la guerre et que le gouvernement de Vichy avait annulées. Ce facteur, qui n'avait pas échappé à beaucoup d'officiers, notamment à ceux qui avaient pu se rendre compte en Indochine de la faiblesse des moyens répressifs en temps de paix, il ne semble pas que les autorités responsables en Algérie aient mesuré toutes les néfastes conséquences qu'il allait avoir à partir de novembre 1954.

Quoi qu'il en soit, peut-être un peu



Les tirailleurs, typiquement africains. Régiments légendaires du temps de la conquête, à la campagne d'Italie où les tirailleurs se couvrirent de gloire. Ils défilent en grande tenue, avec le turban et la « nouba », qui est leur musique. Leur mascotte en tête. A l'origine on les appelait « les turcos », et à la conquête de l'Algérie leurs premiers chants évoquaient « les turcos bons enfants », avec les zouaves, qu'on appelait encore « les chacals ». Les tirailleurs seront dissous peu après 1962.

(1) Trois bataillons de zouaves, trois bataillons sénégalais, le dépôt commun de la légion.

(2) Ce sont celles qui ont été appliquées en France à la Libération.

Les parachutistes, revenus d'Indochine pour se battre dans l'Aurès. Une silhouette de soldat peu familière en Algérie avant novembre 1954. Les « paras » compteront pourtant parmi les plus populaires soldats de l'armée d'Afrique.

La légion défile à un pas plus lent que les autres régiments, aux accents de la traditionnelle chanson « le Boudin ». La fête de la légion, Camerone, a lieu le 30 avril. Où qu'ils soient, les légionnaires marquent cette date. Ils l'ont fait à Dien Bien Phu.

R. Bail

uvelle forme de combat



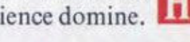
R. Bail

'endormie dans les routines du temps de paix et certainement trop confiante dans sa force, l'armée d'Afrique — comme d'ailleurs l'ensemble de la population d'Algérie — vivait sans inquiétude. L'alerte de 1945 dans le Constantinois avait été chaude : on avait craint, un moment, que la campagne d'intimidation qui s'était ensuivie et dont le slogan était « la valise ou le cercueil » ne débouchât sur des difficultés réelles, mais, tout au contraire, le climat s'était presque complètement détendu. La menace paraissait écartée ou du moins suspendue. Certes, notre grave défaite de Dien Bien Phu et surtout le mouvement fellagha qui troublait la quiétude de la Tunisie pouvaient paraître les signes avant-coureurs d'une nouvelle phase d'agitation en Algérie. Mais n'étaient-ce pas là des perspectives habituelles dans ce pays depuis un siècle?

Seuls, quelques pessimistes...

D'une façon générale, on estimait que la sécurité intérieure de l'Algérie reposait sur l'efficacité de la police. Celle-ci était généralement remarquablement renseignée grâce à un réseau étendu d'informateurs. Si la police ne pouvait suffire, l'armée d'Afrique, dont les garnisons quadrillaient l'ensemble du territoire, serait capable, s'il le fallait, d'intervenir rapidement et énergiquement comme elle l'avait fait en 1945. Du moins, c'est ce qu'on croyait généralement. Seuls, quelques pessimistes, retour d'Indochine, estimaient que la guerre révolutionnaire requiert des moyens militaires nouveaux et s'inquiétaient de l'état de l'armée et de l'encadrement du bled algérien. Dans l'ensemble, les autorités militaires responsables envisageaient l'avenir avec confiance. Personne, à ce moment, n'imaginait que la situation fût si près de se dégrader définitivement, ni surtout que la répression, tant à cause des procédés nouveaux employés par les révolutionnaires, qui avaient su tirer les leçons de l'échec de 1945, que de l'impuissance résultant pour les forces de l'ordre du retour à la législation du temps de paix, fût si longue, si douloureuse, si coûteuse et, finalement, si vaine.

Comme toujours à la veille des grands drames, l'inconscience domine.



Général BEAUFRE



Le général Cherrière commandait l'armée d'Algérie en novembre 1954. Il sera partisan de la force : « taper un grand coup » afin d'écraser la rébellion dès les premiers jours, et éviter qu'elle ne déborde hors des limites du massif de l'Aurès et de la Kabylie.

E.C.A.

"J'ÉTAIS UNE GUERRE CIVILE"...



Il y eut le drame des musulmans fidèles à la France. Mais que dire du cas de ceux qu'on appelait « les tourn

MON père était français et ma mère arabe. Comme pour tous les « sang mêlé », se sont posés pour moi nombre de problèmes, quand le conflit algérien a éclaté. A ce moment précis de ma vie, j'ai, d'une part, réalisé la catastrophe que nous représentions et, d'autre part, subi l'environnement et, par « environnement interposé », l'influence du pays d'où venaient ou ne venaient pas les informations, c'est-à-dire la France, la mère patrie. Il faut souligner que pour les Français de France, il y a symbiose entre la patrie et le pays, ces deux nuances ont la même signification. Il en va différemment pour les pieds-noirs : leur pays est celui où ils sont nés et leur patrie reste toujours la France.

Je disais que ma mère était la bonne

Quand je vivais « là-bas », dans ma petite enfance, aucun problème de racisme ne s'est posé pour moi. J'avais pour tout le même amour débordant qui caractérise les enfants quels qu'ils soient. Cela commença de se gâter quand j'eus six ans, c'est-à-dire à la mort de mon père, qui avait su jusque-là me protéger et m'entourer d'affection. A l'école tout d'abord, où les autres enfants, des petits pieds-noirs, bien sûr, me reprochaient mon teint mat, mes yeux noirs, mes cheveux noirs bouclés, etc. Certains allaient jusqu'à me cracher au visage des insultes que je comprenais, certes, mais que je n'intégrais pas encore psychologiquement, ce qui d'ailleurs n'a pas trop tardé à se faire. C'était du « sale bicot » à toutes les sauces, agrémenté de « ton père était un salaud car il s'est marié avec une sale Arabe », etc., et j'en passe.

Il s'est donc développé chez moi et à mon insu un racisme antifrançais. Mais il n'a pas duré et a été vite remplacé par un racisme antiarabe. Cela semble incompréhensible *a priori*, mais c'est d'une logique rigoureuse si l'on prend la peine d'analyser de plus près le phénomène. Étant donné que la source de tous mes tourments était mon origine arabe, je la rejetais catégoriquement et essayais de m'identifier à mon père, donc aux Français.

Cela s'est traduit par le rejet de ma mère, à qui je refusais de donner la main dans la rue devant mes autres petits camarades de classe, auxquels je disais qu'elle était la bonne... J'avais honte d'avoir une mère arabe; or nous vivions à la française, dans un quartier où il n'y avait pas d'Arabes, et, de plus, toute mon éducation a été faite suivant le mode français. Je ne pouvais supporter que ma mère portât un nom arabe, parlât arabe et entretînt des relations de bon voisinage avec des Arabes. Mon Dieu! que de haine j'ai pu emmagasiner dans mon petit cerveau d'enfant, haine contre les Arabes, et ma mère était une tête de Turc de choix. De plus, je rejetais formellement toute ma famille arabe, refusant de remettre les pieds chez elle, alors que j'adorais passer en sa compagnie mes vacances scolaires, durant lesquelles je vivais réellement comme un enfant dépourvu de préjugés, m'habillant à l'arabe, ne parlant qu'arabe et m'identifiant parfaitement à ce milieu avec l'aisance qu'ont les enfants à s'intégrer partout. De plus, ces gens simples m'accueillaient avec une grande bonté et ne manifestaient alors à mon égard aucune hostilité ni aucune forme de racisme.

Mais je voulais être admis par le milieu d'où venait mon père et de ce fait, je me suis mis à singer ceux que l'on appelle les pieds-noirs, c'est-à-dire les Européens de là-bas. Je voulais être un pied-noir à part entière et de ce fait j'ai épousé à fond leurs convictions et particulièrement leur racisme antiarabe.

Je devenais antiarabe

Je dois, ici, ouvrir une parenthèse à propos de ce racisme antiarabe. En effet, je ne pourrais, sans risquer de n'être plus objectif, affirmer que cette tare de la pensée a existé à l'état d'idée fixe chez tous *les pieds-noirs; certains, j'en suis* convaincu, avaient des sentiments sincèrement fraternels à l'égard des Arabes. Mais je dois dire que parmi les écoliers de mon âge, c'est-à-dire surtout des adolescents intransigeants, cette nuance n'existait pas et leur racisme, celui qui a déteint sur moi, était d'une violence inouïe. En fait, ces adolescents ne faisaient que singer leurs parents, dont ils traduisaient les convictions de façon concrète. Je veux dire par là que les enfants, grands ou petits, sont et restent entiers dans tout ce qu'ils font et qu'ils n'ont pas la « sagesse » des grands, c'est-à-dire qu'ils sont moins hypocrites et vont jusqu'au bout de leurs pensées et de leurs convictions, à savoir qu'ils pratiquaient



M. Peschenier

dont le sang charriait deux races (de père ou de mère musulman) et qui portaient la guerre civile dans leur chair?

un racisme physique alors que celui de leurs parents était plus « subtil » et ne se traduisait pas de façon concrète.

Ayant moi-même épousé ce racisme et allant même plus loin que les autres dans la concrétisation de cet odieux sentiment, il est normal que les Arabes (et particulièrement ceux que j'aimais dans le fond de mon cœur sans le leur montrer, ni *a fortiori* le leur avouer car c'eût été une humiliation pour moi que de le faire) aient développé contre moi une réaction inverse proportionnelle à la mienne et m'aient rejeté, ce qui, en fait, m'avait assis dans mes convictions antiarabes. Ce rejet était d'autant plus violent que ma mère était issue d'une famille de marabouts (c'est-à-dire qu'elle a du sang du Prophète, et moi aussi, par conséquent). Imaginez quelle a pu être la souffrance de cette pauvre femme quand je lui ai annoncé que je venais de m'engager dans l'armée française pour aller faire la guerre contre le F.L.N. Je me souviens qu'elle s'est évanouie dans mes bras le soir de mon départ pour les montagnes.

Pourquoi me suis-je engagé? Je ne le savais pas alors, mais je puis aujourd'hui, avec le recul du temps, analyser les facteurs qui m'ont poussé à cet acte. Ils sont au nombre de quatre :

- Mon racisme antiarabe, galvanisé par le fait que ma famille me rejetait;
- Ma volonté d'être français jusqu'au bout, prise de position résultant d'un choix imbécile et injustifié : vouloir être fidèle à une conduite que mon père aurait approuvée de son vivant — ce dont je doute maintenant car il était foncièrement bon et dépourvu de haine;
- Le mimétisme : c'est-à-dire que j'ai fait comme les copains qui partaient « bouffer du bougnole » (*sic*). En effet, tous les jeunes du quartier en âge de s'engager le faisaient et je ne pouvais, moi, m'y soustraire car c'eût été en contradiction avec mon désir de m'intégrer dans la société française de ce quartier. Ce haut lieu de mon enfance brillait aussi par la violence des mœurs qui y régnaient. Tout se résolvait par la violence, un peu « à la sicilienne ou à la corse », et cela s'explique par la forte proportion de Méditerranéens qui formait le gros de la population. Les règles de l'« honneur » y étaient très strictes.

La terre mise en valeur à partir de cailloux

- Enfin, le point qui, à mon avis, est le plus important et qui explique les trois précédents dans leur formation concrète : il s'agit du fait que nous, les pieds-noirs, représentions la France dont nous avions adopté les formes de vie bien que les pôles d'attraction fussent différents, à commencer par le climat. Tout en A.F.N. est différent et cela, les Français ne le savent pas; la faune et la flore, les ethnies avec leurs symbioses naturelles, etc.

En bref, nous ne savions pas pourquoi il y avait la guerre et nous en étions profondément étonnés. Je parle de la masse, du peuple de pieds-noirs identifiable au Français moyen. Seule, la classe dirigeante, celle des gros bonnets, qui faisait « suer le burnous », était au courant des intérêts qui étaient en jeu et souvent, ces grosses gens ne vivaient pas en Afrique du Nord et dirigeaient tout à partir de la métropole par imbéciles interposés. Je veux parler des gros gérants de ferme qui étaient heureux de jouer aux gros propriétaires et assouvissaient physiquement leur racisme. J'aurais pu être l'un d'eux, considérant l'état d'esprit dans lequel j'ai grandi... Il y avait aussi les autres propriétaires, ceux du cru qui défendaient ce qu'ils considéraient comme étant leur bien, c'est-à-dire la terre d'Afrique du Nord sous prétexte qu'ils l'avaient mise en valeur à partir de cailloux, mais ils oubliaient que les profits de cette terre, qui n'a jamais été la leur, leur ont été personnellement acquis pendant tout le temps qu'ils y étaient.

En définitive, la guerre était là et il fallait se prononcer pour l'un ou l'autre camp, et alors, là, la France nous a submergés d'appels au patriotisme. Les fils de France devaient donner leur vie pour un morceau de France, où que fût situé ce morceau... C'était l'époque de la « France à rallonges ».

Même les jeunes Français ne se prononçaient pas

En plus de cela, le conflit étant devenu officiel, la scission des deux communautés s'est matérialisée et le racisme a alors eu un support de choix. Moi, je ne pouvais plus reculer, même si j'avais eu alors conscience qu'un recul fût possible. De toute façon, j'étais alors trop jeune (dix-sept ans) pour y comprendre quelque chose. A cette guerre, d'ailleurs, peu de pieds-noirs ont compris quelque chose, pas plus que la masse du peuple français, qui, elle aussi, était submergée par une information dirigée. Si le fond nous a échappé, les formes, elles, nous ont appréhendés avec toute la démesure passionnelle qu'elles ont pu prendre de part et d'autre. Même les jeunes Français qui venaient du contingent et qui, me semble-t-il, pouvaient avoir un point de vue fondé sur de meilleures informations, étaient incapables de se prononcer; que pourrait-on dire alors des pays intéressés, situés à quelques milliers de kilomètres de la mère patrie et que celle-ci laissait dans la pagaille la plus complète! Beaucoup de métropolitains ignorent cela et il est temps pour eux d'ouvrir les yeux. H

Gabriel CLAVEL



Photo Garanger

◀ En 1954, il fallait assurer la protection de 7 500 points sensibles : centrales, ports, barrages..., préserver 5 000 fermes perdues dans le bled, ce qui nécessitait en permanence la présence de 80 000 hommes. On ne les avait pas.

Un petit poste ▶ français dans le bled. Des murs de pierre, des toits de tuiles rondes. Un drapeau. Près du poste, un village pouilleux. Au loin les djebels. La jeune recrue du Poitou découvrait cette Algérie-là.



RÉVOLTE OU GUERRE

ALORS qu'au début de l'année 1954 le Maroc et la Tunisie étaient le théâtre de mouvements nationalistes visant à acquérir l'indépendance, l'Algérie, où tous les musulmans possédaient la citoyenneté française, jouissait d'un certain calme.

Les troupes stationnées en Algérie (Xe région militaire) avaient effectué, cette année-là, les grandes manœuvres de printemps dans la région Marnia-Oujda, avec la participation d'unités marocaines. L'intérieur de l'Algérie s'était vidé de ses garnisons et aucun incident n'avait eu lieu pendant cette absence. Ce grand déploiement d'unités — environ 27 000 hommes — avait fait mouvement en grande partie par la route.

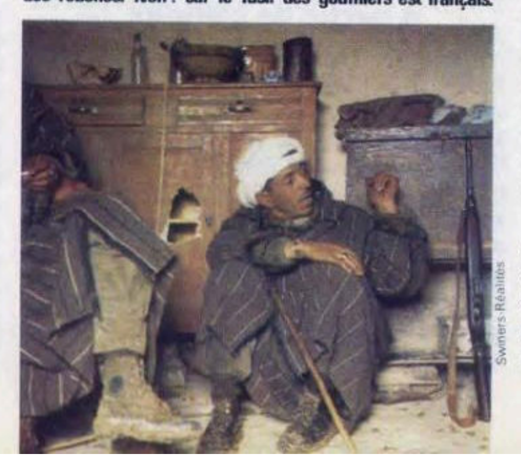
L'armée, en Algérie, a toujours joué un rôle important. Elle était un trait d'union entre les Français et les populations arabo-berbères. De nombreux officiers et sous-officiers de carrière y avaient accompli des séjours, des jeunes du contingent leur temps de service légal, tandis que la troupe nord-africaine constituait les régiments de tirailleurs ou de spahis stationnés en France. La guerre de 1914-1918, les campagnes du Maroc et de Syrie avaient créé entre eux une communauté de destinées.

Cette association était solide puisque les revers de 1940 n'avaient pas détruit la confiance et la loyauté des Nord-Africains, qui avaient de nouveau montré leur valeur dans les rangs du corps expéditionnaire français en Italie, en Provence, en Alsace et en Allemagne. L'Algérie comptait 120 000 médaillés militaires.

Toutefois, en 1954, les troupes, en Algérie, réparties en trois circonscriptions adaptées aux trois départements (Alger, Oran, Constantine), n'avaient pas la valeur d'autrefois. Composées, avant 1940, d'engagés et de rengagés, elles comptaient maintenant dans leurs rangs une proportion importante d'appelés musulmans du contingent n'ayant pas l'entraînement au combat des vieux soldats qui faisaient alors campagne en Indochine.

Le gouvernement général, responsable du maintien de l'ordre, disposait à cet effet de la police, de la gendarmerie et de l'armée pour l'application des mesures du « plan de protection » établi par les autorités civiles et militaires. Ce plan visait essentiellement à cataloguer les points à garder en y affectant les effectifs nécessaires à organiser la recherche de renseignements; à fixer les plans de liaisons et de transmissions; à définir les responsabilités.

Turbans, djellabas, pataugas. On pourrait les confondre avec des rebelles. Non ! car le fusil des goumiers est français.

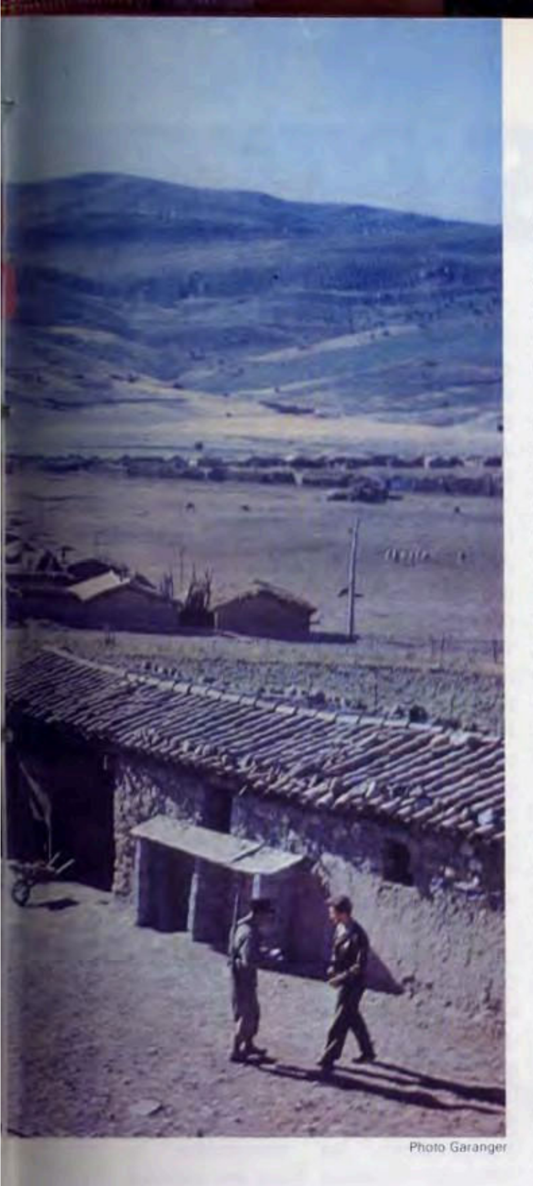


Swiners-Réalités

Il faut tout de suite remarquer que tous ces effectifs étaient insuffisants pour assurer la protection des 7 500 points sensibles (centrales électriques, barrages, installations portuaires, ouvrages d'art, dépôts, etc.), y compris 5 000 exploitations agricoles plus ou moins isolées dans le bled dont la conservation était vitale pour assurer la subsistance des 10 millions d'habitants. Il eût été nécessaire de disposer en permanence de 80 000 hommes.

La police urbaine, relativement étoffée dans les grandes villes, était très faible dans les petites localités, presque nulle dans les bourgades. En revanche, la direction de la sûreté en Algérie, aux ordres du préfet Vaujour, était un organisme de qualité, disposant d'un très bon service de renseignements. Il était possible de suivre de très près dans les villes l'évolution de la situation et l'évaluation des forces des partis de la subversion.

La gendarmerie nationale ne disposait que de 2 500 gradés et gendarmes répartis dans les brigades territoriales, dont beaucoup ne comptant que 5 ou 6 gendarmes, et de 8 escadrons de gendarmerie mobile. Le tout pour la surveillance et la police


Photo Garanger

d'un territoire (Sahara non compris) d'une superficie à peu près égale au tiers de celle de la France. A cette époque, en métropole, la seule gendarmerie nationale mettait en ligne 25 000 hommes, auxquels il faut ajouter de nombreux groupes d'escadrons de gendarmerie mobile. La gendarmerie, très respectée de la population musulmane, assurait son service avec courage, initiative et dévouement. Les renseignements fournis étaient sérieux. Les casernes, organisées en « maisons fortes », étaient dotées d'un poste radio émetteur-récepteur permettant des liaisons sûres. Ces brigades formaient l'ossature d'un quadrillage administratif et militaire bien trop léger malheureusement.

1954 : des effectifs réduits de moitié

Quant à l'armée, elle était réduite à 50 000 hommes environ (troupes sahariennes non comprises).

En 1954, le général commandant la Xe région disposait pour le maintien de l'ordre de 3 bataillons de zouaves, 3 régiments de tirailleurs, 1 régiment de parachutistes, 3 bataillons d'infanterie, dont deux à effectifs réduits détachés en Tunisie, du dépôt de la légion étrangère, 4 régiments de cavalerie blindés, 1 escadron de spahis, soit, au total, en comparaison avec ceux de 1930, 19 bataillons et 12 escadrons, dont la moitié des effectifs était opérationnelle.

A ces effectifs de 1954 il faut ajouter ceux de l'artillerie, du génie, des transmissions et du train. Ils pouvaient assurer la garde de leurs cantonnements et de certains points sensibles, mais devaient être réservés à l'accomplissement de leurs propres missions.

De ce fait, après avoir assuré la garde de leurs casernes et de quelques points sensibles, les unités d'infanterie et de cavalerie, seules capables d'assurer la répression et la pacification dans le bled, pouvaient disposer d'un maximum de 14 000 hommes.

Cette faiblesse des effectifs s'explique par la part prise par les troupes d'Algérie dans le maintien de l'ordre en Tunisie et au Maroc.

Il faut savoir en outre que, depuis le début des opérations en Extrême-Orient, 2 500 officiers, 12 000 sous-officiers et 95 000 caporaux, légionnaires, tirailleurs, avaient été envoyés sur ce théâtre d'opérations.

Le 27 juin 1954, un accrochage près de Tébessa entre un groupe mobile de sécurité et des Tunisiens montra qu'une infiltration de fellaghas était en cours dans l'Aurès.

Au mois de septembre et au début d'octobre, des incidents plus nombreux à la frontière algéro-tunisienne déterminèrent les autorités d'Algérie et de Tunisie à accorder le droit de poursuite aux troupes des deux territoires.

Le 14 octobre, dans la région de Souk-Ahras, le caïd d'un douar et son *khodja* furent enlevés par une bande d'une vingtaine de terroristes, battus et injuriés parce qu'ils étaient au service « des mécréants et des traîtres à leur patrie ». Délivrés par une patrouille de gendarmes, ils confirmèrent la présence de plusieurs bandes.

A cette nouvelle, les autorités militaires renforcèrent la zone frontière algéro-tunisienne avec 2 bataillons de parachutistes, trois éléments légers d'infanterie et un escadron de blindés avec mission de détruire ces bandes. La mise en place de ces unités fut terminée le 16 octobre à minuit.

A la même date, le général commandant la Xe région ordonna la création, aux 1er et 3e régiments de tirailleurs, d'une unité légère montée susceptible d'actions rapides. Il demanda un renfort immédiat en cadres et 500 mulets pour la mise sur pied dans les trois régiments de tirailleurs et au 1er régiment de légion d'un bataillon type muletier, et l'autorisation de créer deux escadrons de spahis et une compagnie portée saharienne de légion étrangère.

De son côté, le gouverneur général demanda au gouvernement l'envoi de C.R.S. et la possibilité de mettre sur pied des goums algériens avec cadres de l'armée.

Deux secteurs opérationnels furent créés l'un à Souk-Ahras, aux ordres du colonel commandant la subdivision de Bône, l'autre à Batna, aux ordres du colonel commandant cette subdivision.

Le 26 octobre, le directeur de la sûreté fit état d'un renseignement inestimable en provenance du comité arabe du Caire ordonnant le déclenchement à très bref délai d'un soulèvement de manière que l'Afrique du Nord tout entière fût en rébellion au moment où les questions du Maroc et de la Tunisie seraient soulevées à l'O.N.U.

Pas de surprise pour l'armée

Le 27 octobre, le général commandant la Xe région prit, sur ordre du gouverneur général, le commandement interarmes en Algérie; il ordonna la mise sur pied immédiate de 2 bataillons de marche de tirailleurs et demanda la mise en alerte d'éléments de la 25e division d'infanterie parachutiste de Pau, ce qui fut accordé.

Une tranche du plan de protection fut appliquée dans le Constantinois à l'est d'une ligne Philippeville-Constantine-Batna-Biskra consistant dans le contrôle de la circulation et des transmissions. De son côté, le gouverneur général demanda l'envoi d'urgence de 5 escadrons de gendarmerie mobiles et de 2 compagnies républicaines de sécurité. Il décida que le maintien de l'ordre dans les villes serait assuré par la police, la gendarmerie et les C.R.S.

Les journées précédant le soulèvement et la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 ne furent marquées par aucun incident notable. Le 29 octobre, à la préfecture de Constantine, les sous-préfets, administrateurs et maires reconnurent qu'ils ne possédaient aucun indice d'un soulèvement très proche.

Le 31 octobre, dans la soirée, le préfet Vaujour, directeur de la sûreté, avertit la Xe région qu'une opération de pose de bombes aurait lieu dans les quarante-huit heures dans un quartier d'Oran.

Par mesure de précaution, toutes les autorités subordonnées furent prévenues de l'imminence d'une action généralisée. C'est grâce à ce renseignement de dernière heure que l'armée ne fut pas surprise lorsque, le 1er novembre à 0 h 50, la première bombe éclata à Alger. H

André LENORMAND

L'ALGÉRIE DES PIEDS



M.-E. Boucher

Trait typiquement pied-noir : la photo de famille, avec toujours les vieilles Mauresques *(à droite)* qui finissaient par faire partie de la famille. Les pieds-noirs, une race adolescente née des pionniers de la conquête. En fond, les orangers, ce symbole de la victoire des colons sur les marécages d'autrefois.

DISONS-LE, pieds-noirs! Nos ancêtres non plus n'étaient pas tout à fait des Gaulois. A Affreville où j'ai grandi, le papetier s'appelait César, le charpentier, Néron, le marchand de vin, Homère; Marius conduisait l'autocar, Alexandre vendait des motos. Voilà pour Rome et pour Athènes. Mais poursuivons. Il y avait aussi Rodrigue, qui dosait l'anisette, Thomson le cordonnier, Jouvence l'épicier, Porcellini le ferronnier, Brun « le tabac », Kirsch le charron, Diderich qui se piquait de théâtre et qui animait les « farfadets », Casanova qui transformait le palmier nain en crin végétal, Franzini, les blancs d'œufs en meringue, Torressian qui vendait du café et David Moatti qui vendait de tout. Dieu! j'allais oublier Napoléon! Lui, il cultivait son blé du côté de l'Ouarsenis. Là, j'ouvre une parenthèse; quand mon père annonçait : « Napoléon fait du 12 à l'hectare cette année », c'était un peu comme si le soleil d'Austerlitz se levait sur les récoltes. Maigres, maigres terres! Cela, pour expliquer que les colons de ce pays — ils étaient 26 000 avant que pas mal périssent, égorgés au fond des oueds ou mitraillés sur leurs tracteurs —, bref, ces colons n'étaient pas tous marquis de Carabas. Pas plus que notre folklore ne ressemblait forcément à celui de la famille Hernandez, que notre signe de ralliement n'était, à coup sûr, le bras d'honneur, notre mot de passe « popopo », ou nos berceuses, les roucoulades berbéro-andalouses d'Enrico Macias. Quant au mépris viscéral des Arabes, aux joyeuses ratonnades du samedi soir, après le turbin et deux anisettes... Point à la ligne, fermons la parenthèse. Cette image de marque n'est pas sérieuse.

— Alors, qu'est-ce qu'un pied-noir? Et d'abord, d'où sortez-vous ce terme?

Aller et retour sous le signe des képis

Bien malin qui pourra en éclaircir l'origine. Pour les uns, il nous vient des soldats de la conquête, dont les brodequins faisaient s'écrier aux Arabes : « *Chouf!* il a les pieds noirs... » Ouais! Pour les autres, il date du temps où ces va-nu-pieds de vignerons-pionniers foulaient eux-mêmes leur raisin, jusqu'à s'en noircir les chevilles. *May be.* Pour certains, nous le devons aux orteils hâlés que nos « braves soldats d'Afrique » exhibaient dans les chambrées en métropole... Quoi qu'il en soit, un jour, les Français d'Algérie ont repris le terme à leur compte, par une sorte de défi qui leur ressemble, et de ces mots péjoratifs ils ont fait leur titre de noblesse, le nom de leur tribu, le dénominateur commun de cent vingt années d'une Algérie qui était la leur, d'une aventure qui prit le départ dans la brise d'un coup d'éventail et se perdit dans les tornades du vent de l'Histoire. Inscrivant sa trajectoire du premier balluchon de pionnier à la dernière valise de rapatrié. Bref, de Bugeaud à de Gaulle. Amer aller et retour, sous le signe des képis. Pour la petite histoire, précisons qu'à l'aller on offrait le billet, plus une concession de quatre à dix hectares. Ne pleurons pas sur le retour. *Flash back!* Place au *western!...*

— *Un* western? *Vraiment?*

Vraiment! Avec des pionniers à la conquête d'un nouveau monde, des femmes en longue robe d'indienne ou de nankin, qui sautaient des chariots bâchés (nos grand-mères fillettes; elles faisaient le coup de feu quand les Hadjoutes — j'allais dire les Apaches — fonçaient sur les campements, les concessions ou les villages). Comme dans les *westerns*, il y eut les bons et les méchants, les profiteurs et les apôtres, les élans du cœur, les parties de poker (à Boufarik, au « Café Glacier », le dimanche après-midi, dans les effluves des cigares), le coup de clairon de l'armée quand tout semblait perdu. Ainsi donc, nos ancêtres, qui ressemblaient beaucoup plus à John Wayne qu'à Astérix, débarquaient de Paris, de Strasbourg, de l'Ardèche ou du Gard, quatre cents vinrent de Rhénanie, d'autres de l'Aveyron, et d'autres d'Alicante, de Valence, de Majorque, de Mahon, de Malte ou d'Arménie. Dans des bateaux à roues, par vagues successives, selon qu'ils refusaient la vie bourgeoise, le roi, l'Allemand, la misère, le phylloxéra, les Turcs...

Une histoire à la Davy Crockett

— Mais, dites-moi, ils refusaient tout...

Il faut bien le dire. Notre race s'est faite peu à peu d'une succession de refus, suivie d'une succession d'histoires d'amour. Carmen épousait Thomas ancien clairon du 27e... Ça donnait de belles brunes avec des yeux bleus, ou de grands blonds avec des yeux noirs, et des histoires qui forment notre livre de famille. En marge de l'histoire de France. Nous savons, entre nous,

NOIRS...

ce que veut dire la chanson : *Rouvre tes portes, Panthéon de la Gloire / Place aujourd'hui, place à Blandan.* Un de nos héros favoris, Blandan, fit son petit Camerone près de Beni-Méred. Le 11 avril 1842, vingt-deux, contre deux cents « arbicots » (c'est ainsi qu'on appelait, en ce temps-là, les fiers guerriers d'Abd el-Kader)... Et Pirette? Brave colon Pirette! Les gosses pieds-noirs écoutaient son histoire comme on écoute celle de Davy Crockett.

Avec des manches de pioche plantés derrière les créneaux de sa ferme, avec des chapeaux coiffant les manches de pioche, courant des uns aux autres, faisant feu de tous les fusils que lui rechargeait sa femme, notre Pirette tint en respect toute une nuit les Hadjoutes qui encerclaient sa ferme. A l'aube, profitant d'un répit, ils se glissèrent dans l'ombre et, par les marécages, rejoignirent l'armée. Bravo!



A Alger, quand venait l'été, les filles traversaient la ville un peu comme on traverse son royaume, sac de bain au bras, sous le regard des garçons qui « prenaient le soleil » devant les bistrots. Par jeu, elles feignaient de ne pas les remarquer. Un jeu propre à tous les jeunes dans le monde !

Agence Dalmas

Cette joie d'exister !

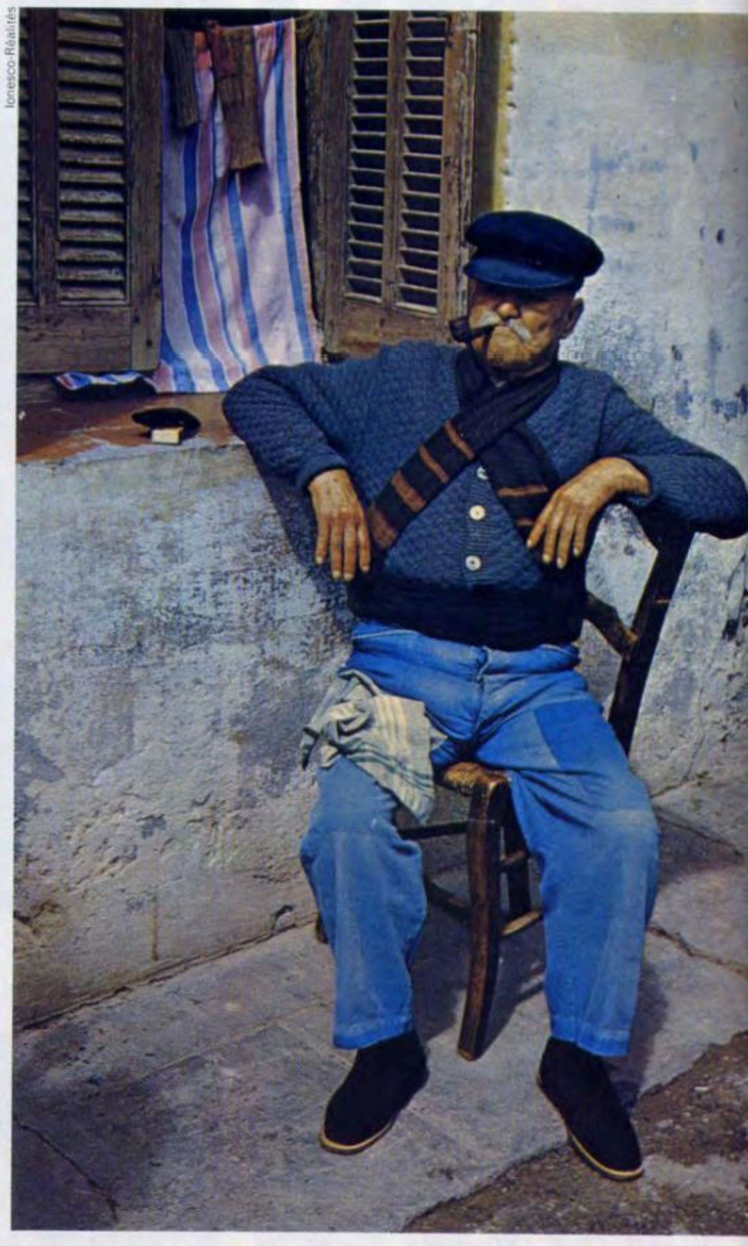
Les marécages? Quels marécages? Vous ne savez donc pas que la Mitidja était un vaste marécage, et que là où poussèrent les vignes, les orangers, les géraniums rosat, le tabac et les fleurs, il n'y eut d'abord que pestilence, moustiques et malaria? D'où l'expression « c'est un colon marécageux » qui désignait encore, en 1954, l'homme qui n'avait pas de chance avec ses terres, vivait de peu et mal. Bref, qu'il en était resté aux « jujubiers de la conquête ». Ces vagues jujubiers qui croupissaient dans la mauvaise terre des premières concessions.

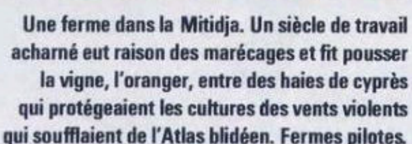
Peut-être fallait-il chercher dans ces terribles difficultés des premiers jours une joie d'exister, typiquement pied-noir. Ils vous prenaient, chez eux, perpétuellement à témoin de ce qui était saveur, beauté du ciel, parfums, bien-être, les sens allégrement alertés par tant de contrastes prodigués sur une terre qu'ils aimèrent jusqu'à la folie : l'ombre de leur maison quand le soleil flamboyait, la fraîcheur de l'anisette au plus fort de la canicule, les draps frais de la sieste après la fournaise d'une matinée. Ils en étaient encore à mesurer leurs sensations comme les nouveaux riches leur fortune. Ce qu'éprouvaient déjà leurs pionniers d'ancêtres à l'ombre du premier arbre planté, à l'abri du premier toit posé, les mains dans l'eau du premier puits foré, les pieds dans les mottes du premier sillon tracé, ces émerveillements et ces jouissances n'avaient pas eu le temps de s'émousser. Leur univers? Il s'étirait entre une mer bleue, devant laquelle ils avaient dressé leurs villes éclatantes, et une mer jaune, le Sahara. C'était une île, en quelque sorte, où essaimaient des villages dont les noms français formaient un hymne à la gloire du sabre, de la plume et du goupillon. Changarnier, Voltaire, Bossuet, Duvivier, Affreville, Victor-Hugo. Dans ce pays si vaste, la France était étrangement partout. Sur la place du marché de Victor-Hugo, au fin fond de la rocade Sud, là où le soleil finit par engendrer des mirages, on pouvait rencontrer au milieu des burnous, dans l'odeur de la laine et des toisons, une vieille petite Mme Armeline Duriez. Tranquille au milieu des Arabes. Seule dans la foule.

— Je ne suis pas retournée en France depuis cinquante ans...

Cette France que les pieds-noirs portaient en eux, comme un rêve conservé entre deux pages d'histoire de France, ils la rejoignaient par les sentiers des guerres. ▶






Une ferme dans la Mitidja. Un siècle de travail acharné eut raison des marécages et fit pousser la vigne, l'oranger, entre des haies de cyprès qui protégeaient les cultures des vents violents qui soufflaient de l'Atlas blidéen. Fermes pilotes.

Un vieux pêcheur de Chiffalo, ce village de la côte algéroise peuplé de Siciliens, jaloux de leurs traditions de marins, de leurs rites méditerranéens. Chiffalo avait son village jumeau en Amérique, où avaient émigré les cousins de Sicile.

Drapeau, Patrie, Alsace-Lorraine, *la Marseillaise*, Verdun. Une France ruisselante d'eau, dont nous apprenions en classe les larges fleuves, les prairies, les landes bretonnes, les hautes cimes, aussi neigeuses que sur les étiquettes de lait condensé. Ça nous laissait un vague exil au cœur. Vous ne vous êtes pas demandé pourquoi nous raffolions des fêtes nationales? De ces matins ensoleillés devant les grilles de ces horribles petits monuments aux morts, où nous attendaient des poilus en pierre blanche, figés à jamais dans leur frénésie de combat? C'est que dès qu'éclatait *la Marseillaise*, nous avions l'impression de réintégrer brusquement un cercle de famille. La France se réveillait en nous, les anciens combattants levaient haut leurs drapeaux, fiers comme Artaban, oui, d'avoir défendu la patrie! C'est par les combattants que les femmes pieds-noirs apprenaient les saisons.

Le rire, sel de la vie !

— *Vous n'aviez pas de saisons?*

Si peu. Le printemps durait le temps d'un lundi de Pâques. Le temps de la *mouna*. Un gâteau qui a la forme d'une boule de soldat, la couleur du cuir, l'odeur de la fleur d'oranger, avec un petit cratère de sucre blanc. Histoire de « casser la *mouna* » — c'est le terme consacré —, les pieds-noirs partaient à l'aube, charriant pour une journée de quoi camper huit jours, les plus riches en auto, les autres en char à bancs (j'en ai vu encore dans les années 50). Alger émigrait dans la forêt de Bainem ou sur les plages, Oran à Santa-Cruz, Constantine dans les gorges du Rhumel... Dans le bled, on choisissait des coins ombreux — il fallait voir! — et la grande *fiesta* commençait. Elle durait une bonne partie de la nuit... Les nuits étaient si claires...

— *Et l'été?*



M.E. Boucher

méchouis et vendanges sous un soleil souverain



Ionesco-Réalités



Ionesco-Réalités

L'Algérie paisible. Au temps où les vendangeurs ne récoltaient pas les raisins de la révolte. A vivre et travailler ensemble, dans le bled, les pieds-noirs et les musulmans avaient fini par avoir les mêmes gestes, les mêmes attitudes, les mêmes mots. Dans chaque village, une petite église provinciale...

L'été, c'était le temps des joies, le canon du carême, les plages, les récoltes... L'automne, on l'apprenait en classe, à travers les dictées de la rentrée. Anatole France a fait rêver d'automne des générations de pieds-noirs. Vous savez : « Les feuilles tombaient une à une sur les blanches épaules des statues. » Quant à l'hiver, les hommes l'avaient appris à leurs dépens : Verdun ou Cassino. Ils en rapportaient un souvenir plutôt admiratif, expliquant en quelques mots jusqu'où pouvait aller le froid :

— Quand on voulait se laver les dents, il fallait casser le verre. C'était tout gelé. Terrible!

Le rire des pieds-noirs, le sel de leur vie. Le rire à gorge déployée, le rire chaleureux sans lequel il n'était pas d'amitié possible. Une manière de se saluer, de se comprendre, de s'évaluer, de se reconnaître. Une sorte de brasier où chacun jetait sa plaisanterie, pour que la flamme ne retombât pas. Il y avait entre eux un passif d'histoires, de bons mots, de cocasseries dont seuls ils pouvaient savourer toutes les subtilités et qui finissaient par faire de ces parties de rigolade un véritable rituel, imposant une initiation toute particulière. Il fallait la subir ou quitter le cercle. Les esprits fins s'y essayaient du bout des lèvres et renonçaient. Rire, dans ce pays, participait beaucoup plus d'une perception instinctive, concrète, de la comédie humaine que d'une démarche de l'intelligence. Ce rire-là n'épargnait personne.

— *Bien. Résumons-nous. Ainsi donc, vos pieds-noirs, race jeune, courageuse, sensuelle, rigolarde, généreuse, travailleuse, tenaient tant de vertus de leurs ancêtres, pionniers d'un pays de lumière...*

Et des Arabes! La conquête ne fut pas unilatérale. Bien sûr, nous avions « nos Arabes ». Mais ils avaient « leurs Français ». Il faut avoir vécu dans ces bleds où le noyau pied-noir était encerclé par des cités musulmanes pour savoir à quel point ▶

La mouna. Fête du lundi de Pâques. C'est le nom d'un gâteau. « Casser la mouna » veut dire rompre ce gâteau sur l'herbe le lundi de Pâques. Ce jour-là, les pieds-noirs, et surtout ceux de Bab-el-Oued, charrient de quoi camper huit jours. Les jardins d'Alger, où poussaient des parterres d'enfants. Et une autre image familière : près d'eux, les joueurs de boules.

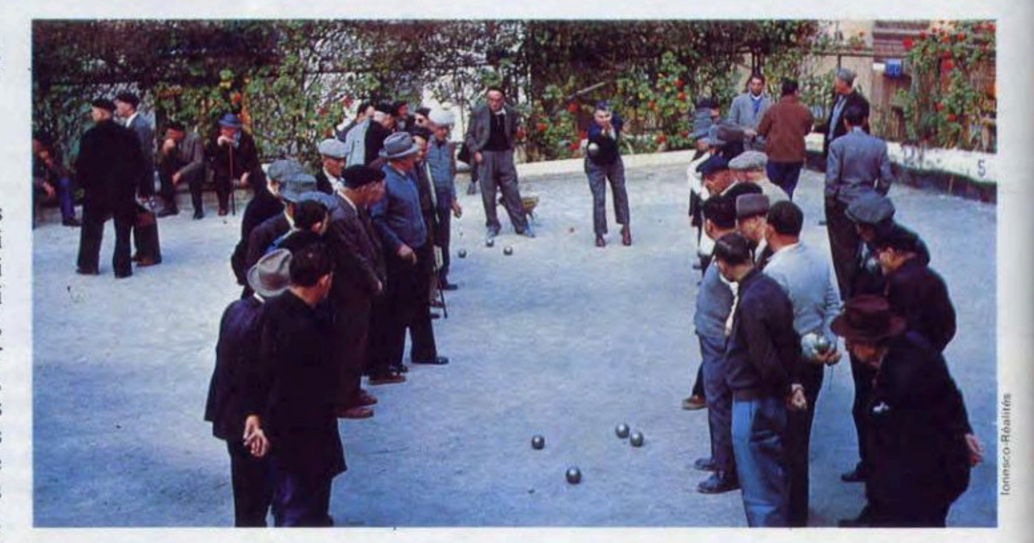


Ionesco-Réalités



Dimka Swetchine

derniers beaux jours avant le drame



Ionesco-Réalités

rien de ce qui se produisait chez les Français n'échappait aux autres. Ni l'adultère, ni la vertu, ni l'escroquerie, ni la probité, ni l'astuce, ni la sottise, ni l'injustice, ni l'équité. Au bout du compte, dans les bleds, nous finissions par avoir les mêmes gestes, les mêmes mimiques, les mêmes plaisanteries. Nous n'avions pas vécu autrement qu'au rythme de leurs fêtes, de leur musique, de leurs rites, de leurs malheurs, de leur misère ou de leurs joies. L'amitié se léguait de père en fils, depuis deux ou trois générations, entre notre porte et la porte à côté. Nous, nous descendions de ces gens qui avaient planté les premiers eucalyptus, ouvert les premières routes, construit les premières fermes dans des plaines où rien ne poussait que le caillou, le palmier nain et les lauriers-roses, autour de vagues points d'eau. Eux, ils avaient pour ancêtres ceux qui regardaient tracer la route, monter le mur, semer le premier blé, et qui se rapprochaient, peu à peu, de cet embryon de village. Une rue, une école, une église, la mairie, un marché. Les Français au milieu, avec leur gaieté, leur acharnement, leurs conseils. Les Arabes se risquant, installant leur mosquée pas loin de l'église, puis des rapports de bon voisinage, des amitiés nouées entre hommes, sous un ciel qui n'épargnait ni les uns ni les autres. Dans la voix, dans les gestes, dans les attitudes des pieds-noirs, il y avait l'Orient. Chez les Arabes, la nonchalance maghrébine de ceux qui laissent longtemps macérer leur fatalisme au soleil. Ils remâchaient la confidence ou bien l'insulte... Je sais, j'ai parlé d'insulte. Nous étions des gens de toute sorte, avant qu'un malheur commun nous modifiât au long de ces huit années de tumulte.

Il y avait les gros colons, parfois odieux, les petits colons, parfois communistes, les ultras, les libéraux infiniment plus nombreux et que les violences, parfois, rejetèrent dans le clan des ultras. Il y avait ceux qui se contentaient de grands principes, vivant avec une belle sérénité, dans une superbe ignorance des Arabes (à part leur mozabite-épicier et leur femme de ménage), et ceux qui se laissaient porter par les élans du cœur. Voilà ce que nous étions avant que la tornade vînt secouer nos belles certitudes. Une race adolescente, qui n'allait pas comprendre ce qu'on lui demandait d'expier le couteau sur la gorge et dont la révolte irait finalement jusqu'au suicide. **H**

Marie ELBE

En France et dans le monde

FRANCE

16 janvier : prise de fonctions de René Coty, président de la République.
1er juin : discussion au fond de la question d'Indochine.
12 juin : l'Assemblée nationale refuse sa confiance au gouvernement Laniel.
18 juin : Mendès-France, investi par 419 voix, fixe un délai de 4 semaines pour parvenir à un cessez-le-feu en Indochine.
23 juin : entretiens Mendès-France-Chou En Lai à Berne.
20 juillet : signature des accords de Genève sur l'Indochine.
5 août : ouverture du débat sur la Tunisie à l'Assemblée.
26 août : débat sur l'Afrique du Nord à l'Assemblée nationale.
30 août : débat sur la C.E.D. : ***rejet de la C.E.D.*** *par 319 voix contre 264.*
18 septembre : l'affaire des « fuites », divulgation des secrets de la défense nationale.

INDOCHINE

8 février : le Viet-Minh aux abords de Luang Prabang.
9 février : arrivée à Saigon de Pleven et du général Ély en mission d'enquête.
7 mai : chute de Dien Bien Phu.
16 juin : Ngo Dinh Diem remplace le prince Buu Loc à la tête du gouvernement vietnamien.
10 août : arrivée à Hanoi de la Commission internationale de contrôle du cessez-le-feu.
26 août : conférence quadripartite France, Laos, Cambodge et Vietnam.
27 septembre : entretiens franco-américains sur l'Indochine.

AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

27 janvier : le Conseil de la Ligue arabe ne reconnaît pas le nouveau sultan du Maroc.
29 janvier : transfert à Madagascar de l'ancien sultan du Maroc, Mohammed ben Youssef.
27 février : Neguib, président de la République égyptienne.
5 mars : attentat contre le sultan Ben Arafa à Marrakech.
4 avril : constitution au Caire d'un « Comité de libération du Maghreb ».
18 avril : Nasser, gouverneur militaire de l'Égypte en remplacement de Neguib.
20 mai : Lacoste, résident général au Maroc.
25 mai : assassinat de colons français en Tunisie.
28 juillet : les pays arabo-asiatiques demandent l'inscription des affaires tunisienne et marocaine à l'ordre du jour de l'O.N.U.
30 juillet : le général Boyer de la Tour, résident général en Tunisie.
7 août : formation du gouvernement Ben Ammar en Tunisie.
4 septembre : ouverture des négociations franco-tunisiennes.
9 septembre : violent séisme dans la région d'Orléansville.

AMÉRIQUE

21 janvier : lancement du sous-marin atomique Nautilus.
24 août : mise hors la loi du parti communiste.
6 septembre : Eisenhower annonce la formation d'un pool international atomique.
8 septembre : signature du traité d'Organisation du Sud-Est asiatique.

ASIE

29 janvier : pacte de défense mutuelle américano-sud-coréen.
25 février : coup d'État en Syrie. Assali forme le gouvernement.
25-29 juin : visite de Chou En Lai à Delhi et à Rangoon.
27 septembre : Mao Tsé Toung élu président de la République.

EUROPE

23 janvier : accord commercial sino-soviétique.
1er février : conférence britannique de Nairobi sur la défense de l'Afrique orientale.
19 mars : le Bundesrat accepte le réarmement allemand.
8 avril : les gouvernements français, anglais et américain ne reconnaissent pas la souveraineté de la République démocratique allemande.
17 juillet : le professeur Heuss, président de la République fédérale d'Allemagne.

LA SEMAINE PROCHAINE



LES PROFILS DE L'INSURRECTION

Sommaire n° 195 :

- **L'Aurès, bastion de la révolte**

Dans les massifs de l'Aurès, où se sont réfugiés les rebelles, l'armée affronte une guerre de guérilla, et les unités de paras, de Gilles et Ducournau, qui se sont illustrées en Indochine, sont appelées en renfort.

- **Vie et mort d'un bandit**

Un matin, dans les environs d'Arris, un des « points chauds de l'Aurès », les parachutistes du colonel Ducournau tombent sur un groupe de rebelles. Ils tuent leur chef : Grine Belkacem, un bandit d'honneur passé à l'insurrection.

- **Les historiques : neuf hommes en colère**

Qui a préparé la « Toussaint rouge »? Neuf hommes, dont six ont déclenché l'action à l'intérieur du territoire, et trois sont au Caire, cherchant l'appui du « Grand Frère » Nasser.

- **F.L.N. : chapitre premier**

Comment la rébellion s'est préparée, en Algérie, comment les contacts ont été noués, entre les militants, les chefs et les recrues? Et comment, au Caire, sont accueillis « les Algériens »?

- **Des musulmans si tranquilles**

Dans l'explosion de novembre, quelle a été la part du peuple musulman? Apparemment mince, si on en juge par la tranquillité qui règne, hors de l'Aurès et de la Kabylie. Pourtant...

- **Vaujour : frapper fort**

Une semaine avant le 1er novembre, le « Patron » de la Sûreté en Algérie, Jean Vaujour, faisait parvenir au ministre de l'Intérieur un rapport inquiétant : des renseignements laissaient craindre qu'une action rebelle fusse sur le point de se déclencher en Algérie.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur de la publication : Maurice DUMONCEL. Printed in France.
N° 194 - 22 septembre 1971.

Ces hommes qui ont « fait » l'histoire de la guerre d'Algérie

Ces noms, ces visages, qui seront au premier plan d'un drame couvrant huit années. Certains sont familiers, d'autres inconnus, tous sont essentiels.



Le général de Gaulle

EUROPÉENS :
Jacques Soustelle
Robert Lacoste
Paul Delouvrier
Jean Morin
Christian Fouchet



Pierre Lagaillarde

François Mitterrand
Pierre Mendès-France
Guy Mollet
Charles de Gaulle
Michel Debré
Max Lejeune
René Mayer
Jacques Chaban-Delmas
Louis Joxe
Jacques Chevallier
Albert Camus
Mgr Duval
Pierre Lagaillarde
Joseph Ortiz
Jacques Susini
Raymond Laquière
Bourgès-Maunoury
Germaine Tillion
Préfet Papon
Général Salan
Général Jouhaud
Général Zeller
Général Challe
Colonel Bigeard
Colonel Godard
Colonel Gardes
Commandant de Saint-Marc

Capitaine Sirvent
Alain de Sérigny
Général Faure
Sapin-Lignères
Me Tixier-Vignancour
Colonel Debrosse



Le colonel Bigeard

Roger Frey
Georges Pompidou
Henri Borgeaud
Général Massu
Général Gracieux
Général Cherrière
Général Spillmann
Colonel Ducournau
Général Gilles
Général Gambiez
Colonel Thomazo, « Nez-de-Cuir »
Lieutenant Degueldre



Ferhat Abbas

Pierre Messmer
Georges Bidault
Pierre Guillaumat
Général Ailleret
Général Catroux



Henri Borgeaud

MUSULMANS FIDÈLES :
Mohamed Djebour
Bellounis
Bachagha Boualem
Mourad Kahoua
Dr Si Cara



Le général Challe

Le préfet Bel Haddad
Robert Abdesselam
Azem Ouali
Ioualalem

REBELLES :
Mohamed Boudiaf
Rabah Bitat
Krim Belkacem
Didouche Mourad
Larbi Ben M'Hidi
Mohamed Khider
Hocine Aït Ahmed
Ahmed Ben Bella
Mostefa Ben Boulaïd
Abane Ramdane
Yacef Saadi


Lakhdar Ben Tobbal
Mohamed Boussouf
Ferhat Abbas
Messali Hadj
Djamila Bouhired
Zohra Drif



Georges Bidault

Mohammed Yazid
Ali Boumendjel
Amirouche
Farès
Mohand Ou el-Hadj
Ali la Pointe
Omar Ouamrane
L'aspirant Maillot
Fernand Yveton
Houari Boumediene
Dr Mostefaï



Ahmed Ben Bella

Azzedine
Ben Khedda
Si Salah
Massiba Ben Bouali
Slimane Dehilès
Lamine Debaghine



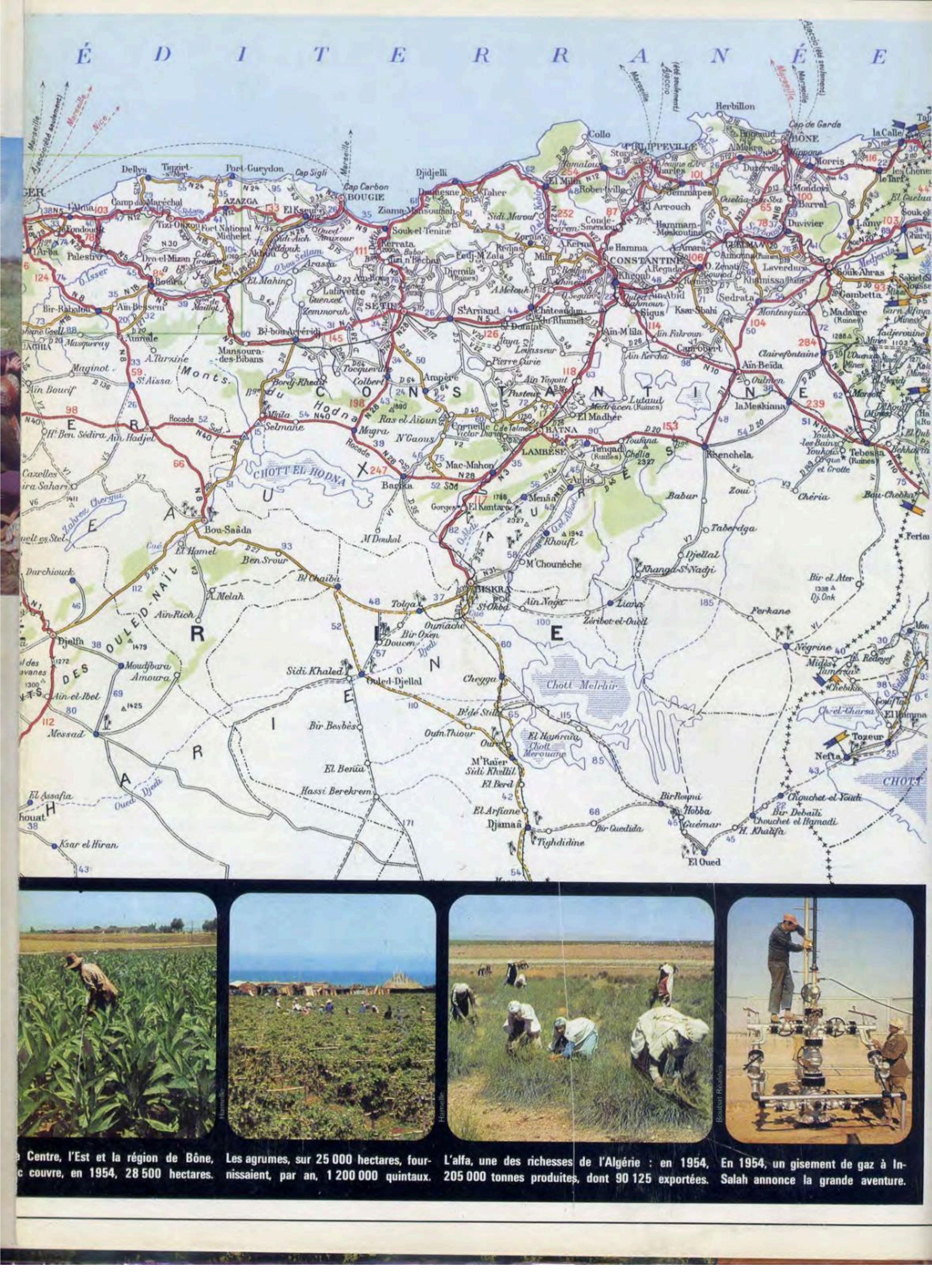
Sur notre document, de gauche à droite : Boussouf, Ben Tobbal, Krim, Ben Khedda, Azzedine, Boudiaf et Aït Ahmed.



12 millions d'hectolitres de vin par an, la vigne affirme sa primauté sur les autres cultures.

A la veille de novembre 1954, les phosphates du djebel Onk (Constantinois) fournissaient, par an, 692 600 tonnes.

Dans l… le taba…



e Centre, l'Est et la région de Bône, c couvre, en 1954, 28 500 hectares.

Les agrumes, sur 25 000 hectares, fournissaient, par an, 1 200 000 quintaux.

L'alfa, une des richesses de l'Algérie : en 1954, 205 000 tonnes produites, dont 90 125 exportées.

En 1954, un gisement de gaz à In-Salah annonce la grande aventure.